

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1808

11 juillet 2014

SOMMAIRE

Advantage, SICAV	86738	River Holdings Luxemburg S.à r.l.	86745
Advantage, SICAV	86738	Rodelux S.A., société de gestion de patri-	
Advisory & Consulting	86740	moine familial	86744
AGF Benelux S.A.	86743	Ropoto S.à r.l.	86783
ATMI S.à r.l.	86745	Santo Spirito	86746
Blue Gem Luxembourg 1A S.à r.l.	86776	Scheffer Participations S.A.	86738
CDP ESCF Investment S.à r.l.	86765	Shiplux VIII S.A.	86740
cieslux S.à r.l.	86746	Shiplux VII S.A.	86740
DMS & Associés s.à r.l.	86744	Shiplux X S.A.	86765
Funding Loop Austria S.C.Sp.	86756	SHU S.à r.l.	86741
GA International Fashion SA	86742	Sion Finance S.à r.l.	86741
GBM Asset Management SICAV	86742	Sion Investment S.à r.l.	86746
Green Electricity Master Invest	86742	S.I.P. S.A.	86738
Grey Grafton S.à r.l.	86742	Starfin Lux S.à r.l.	86739
GSCF Holding S.à r.l.	86743	Stryker Luxembourg S.à r.l.	86739
Hansteen Bad Schönborn S.à r.l.	86743	Summit Partners SFB S.à r.l.	86765
Harlan Euro Holdings S.à r.l.	86765	Take Up Investments S.A.	86739
Hines Poland Management Company S.à		Technical Concepts Luxembourg	86756
r.l.	86747	The 21st Century Fund	86782
ICS Partners I S.à r.l.	86757	Thryn Holding S.à r.l.	86741
Phoenix A2 - Prinzenallee	86783	TS 33 Lux FinanceCo S.A.	86746
Prospera Senectute Fund Sicav-SIF	86743	Wilcox S.à r.l.	86741
Radel Participations S.à r.l.	86739	Zagato S.à r.l.	86745
Retfund Capital S.A.	86744	Zencap Austria S.C.Sp.	86756

Scheffer Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 41.858.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014064528/9.

(140075053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

S.I.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 166.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014064501/10.

(140075396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Advantage, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 53.801.

Société Anonyme constitué le 14 février 1996 suivant publication au mémorial n° 125 du 12 mars 1996.

Les comptes annuels sociaux de ADVANTAGE, arrêtés au 31 décembre 2013 et dûment approuvés lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 29 avril 2014, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2014.

ADVANTAGE SICAV

Référence de publication: 2014066334/14.

(140077921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

Advantage, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 53.801.

Extract of the minutes of the Annual General Meeting dated April 29th, 2014

- Re-appointment of the Directors for the ensuing year:

Messrs: Francesco CONFUORTI, Chairman

Giuseppe CONFUORTI

Silvestro MARISCALCO INTURRETTA

- Re-appointment of the authorized independent auditor, Deloitte S.A., for a new period of one year.

Suit la traduction française

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire daté du 29 avril 2014

- De renouveler les administrateurs pour l'exercice social suivant:

Messieurs: Francesco CONFUORTI, Président

Giuseppe CONFUORTI

Silvestro MARISCALCO INTURRETTA

- De renouveler Deloitte S.A en tant que réviseur d'entreprise indépendant pour une nouvelle période d'un an.

Pour ADVANTAGE SICAV

Référence de publication: 2014066335/21.

(140078352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

Stryker Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 100.000.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 109.153.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014064559/9.

(140074668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Take Up Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 125.880.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014064591/9.

(140074606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Radel Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 169.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2014.

Matthijs BOGERS

Gérant

Référence de publication: 2014064482/12.

(140074674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Starfin Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 173.367.

Dépôt rectificatif du formulaire de réquisition (ref L140054254) - Erreur dans l'adresse du siège social de la société Starfin Lux Sàrl ainsi que dans l'adresse d'un administrateur

Extrait des résolutions circulaires prises par les gérants de la Société en date du 31 mars 2014

Il résulte des résolutions prises par le Conseil de gérance de la Société en date du 31 mars 2014 que:

- le siège social de la Société a été transféré du 124 Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

- l'adresse professionnelle de Christophe Ponticello, Gérant, a été modifié du 124 Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 12 Mai 2014.

Thierry Drinka

Gérant

Référence de publication: 2014066119/19.

(140076865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Shiplux VII S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 112.206.

—
Extrait des Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 mai 2014

Messieurs Michel JADOT, Kristof WUYTACK et Jozef ADRIAENS sont renommés administrateurs.
La société BDO Audit S.A., Réviseur d'entreprises agréé est renommée Réviseur aux comptes.
Tous les mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2015.
Monsieur Michel Jadot, administrateur, a comme nouvelle adresse: 16, rue Notre Dame L-2240 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme
Michel Jadot / Jozef Adriaens
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014064538/15.
(140075058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Shiplux VIII S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 112.207.

—
Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 mai 2014

Michel JADOT, Kristof WUYTACK et Jozef ADRIAENS sont renommés administrateurs.
Nicole BAEYENS est renommée commissaire aux comptes.
Tous les mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2015.
Michel Jadot, Administrateur, a comme nouvelle adresse: 16, rue Notre Dame L-2240 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme
Michel Jadot / Jozef Adriaens
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014064539/15.
(140075057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Advisory & Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 160.540.

—
EXTRAIT

Par acte sous seing privé de cessions de parts sociales en date du 24 mars 2014, les résolutions suivantes ont été prises:

1. Il est décidé d'une nouvelle répartition des parts sociales entre les associés de la société ADVISORY & CONSULTING, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée au RCS L sous le numéro B 160.540 et ayant son siège social au 11A Boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg.

La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois «ARDEX», ayant son siège social au 8 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée, au RCS L sous le numéro B 148.775 et représentée par son gérant unique, Monsieur DEBS Virgile, né détient plus aucune parts dans la société et n'est donc plus associée.

La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois «CLAP SARL», ayant son siège social au 8 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée au RCS L sous le numéro B 113.909 et représentée par son gérant unique, Monsieur BERNARD Arnaud, ne détient plus aucune parts dans la société et n'est donc plus associée.

La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois «ECCA», ayant son siège social au 11A Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, immatriculée au RCS L sous le numéro B 131.089 et représentée par son gérant unique, Monsieur BERNARD Guillaume, détient l'ensemble des parts sociales de la société, à savoir 102 (cent deux) parts sociales et devient par conséquent associée unique de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014066273/24.
(140076945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Sion Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 125.561.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014064543/10.

(140074809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

SHU S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2269 Luxembourg, 10, rue Jean Origer.
R.C.S. Luxembourg B 109.634.

Cession de parts sociales

Suivant accord entre les parties en date du 7 mai 2014, l'associé unique, Monsieur Taner YILMAZ, transfère la totalité des parts sociales de la société à Monsieur Charles GAMON, demeurant professionnellement 1 Coppings Farm, Leigh, Tonbridge, Kent, TN11 8PN, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014064541/12.

(140075121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Thryn Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 122.549.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2014.

Matthijs BOGERS

Gérant

Référence de publication: 2014064577/12.

(140074415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Wilcox S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 134.968.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé le 23 avril 2014 que Sea Jewel Investments Limited, associé unique de la Société, a transféré avec effet au 8 mai 2014:

- soixante-et-onze mille cent soixante-quinze (71.175) parts sociales détenues dans le capital social de la Société à METRO Group Retail Real Estate GmbH, une société à responsabilité limitée ayant son siège social à Albertussee 1, 40549 Düsseldorf, Allemagne, et immatriculée auprès du Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf sous le numéro HRB 61413;

- trois mille huit cent vingt-cinq (3.825) parts sociales détenues dans le capital social de la Société à Wisteria Investment Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 13, Schlappgaass, L-9365 Eppeldorf, Grand-duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B186524.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014066231/20.

(140077120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

GBM Asset Management SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 162.043.

Le Rapport annuel révisé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014065820/11.

(140076953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Green Electricity Master Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 143.337.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Green Electricity Master Invest

Signature

Référence de publication: 2014065806/12.

(140076411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Grey Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 157.632.

Par résolutions signées en date du 30 avril 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Samuel Kreber avec adresse professionnelle au 22, Grand-Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 1^{er} mai 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Valérie Scholtes, avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet au 30 avril 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2014.

Référence de publication: 2014065810/15.

(140077278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

GA International Fashion SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 147.653.

Extrait des décisions du conseil d'administration prises par voie circulaire en date du 20 février 2014

En date du 20 février 2014, les membres du conseil d'administration, ont décidé à l'unanimité des voix de:

- transférer le siège social de la Société du 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte 1330 Luxembourg, au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec date effective au 1^{er} mars 2014.

La nouvelle adresse professionnelle de Monsieur Jean-Marie Bettinger et de Madame Magali Fetique est la suivante: 42, rue de la Vallée, 2661 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2014.

GA International Fashion S.A.

Référence de publication: 2014065815/16.

(140076970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

GSCF Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 133.250.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014065831/9.

(140076543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Hansteen Bad Schönborn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 122.349.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Hansteen Bad Schönborn S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014065838/11.

(140076977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

AGF Benelux S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard Franklin Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 35.910.

Lors de l'Assemblée Générale du 24 avril 2014, les mandats d'administrateur de Monsieur Alain SCHAEDEGEN, 14, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg et Monsieur Rolphe REDING, 7/10, place de la Gare, L-1616 Luxembourg ont été reconduits pour une durée de six ans. Leur mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale ordinaire du 23 avril 2020.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014066340/13.

(140077709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

Prospera Senectute Fund Sicav-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J. F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 131.553.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 31 mars 2014

Sont élus et réélus au Conseil d'Administration pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2015:

- Mr Enrico Braglia, président du conseil d'administration

Via Cantonale 1, CH-6900, Lugano, Suisse.

- Mr Christian Bühlmann, membre du conseil d'administration

127 rue Mühlenbach, L-2168 Luxembourg

- Mr Lorenzo Raffaghello, membre du conseil d'administration

127 rue Mühlenbach, L-2168 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROSPERA SENECTUTE FUND SICAV SIF

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Guillaume André / Francesco Molino

Director / Director

Référence de publication: 2014066972/21.

(140077403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

Rodelux S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 42.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RODELUX S.A., société de gestion de patrimoine familial

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014064493/12.

(140075184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

DMS & Associés s.à.r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 46.477.

EXTRAIT

Suite à plusieurs cessions de parts datées du 20 août 2013, le capital social de la Société est détenu comme suit:

Fidal Gestion & Conseils S.à r.l.

Société domiciliée au 2, rue benjamin Franklin L-1540 Luxembourg 300 Parts

Netview Trading Company S.A.

Société domiciliée au 43, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg 300 Parts

Total 600 Parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014066525/18.

(140077364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

Retfund Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 110.320.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 4 avril 2014

Suite à la démission de Monsieur Geoffroy t'Serstevens en sa qualité de administrateur A de la Société et suite à l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société tenue en date du 4 avril 2014, il a été décidé de nommer TREVES SERVICES S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.249, dont le capital social est fixé à EUR 12,500, en tant que administrateur A en remplacement du administrateur démissionnaire jusqu' à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2019.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Further to the resignation of Mr. Geoffroy t'Serstevens as A director of the Company and further to the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company held on 4 April 2014, it has been decided to appoint TREVES SERVICES S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 180.249, the corporate capital of which is fixed at EUR 12,500, as A director in place of the resigning director until the annual general meeting approving the financial statements of the Company as at 31 December 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014066998/24.

(140078377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2014.

River Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 115.871.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement du 24/04/2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société RIVER HOLDINGS LUXEMBOURG S.à r.l., avec siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, de fait inconnue à cette adresse. Ce même jugement a ordonné la publication du dispositif par extrait au Mémorial. Il a également mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Radia DOUKHI.

Référence de publication: 2014066286/15.

(140077296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

ATMI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.211.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale des associés du 30 avril 2014

1. Les démissions des gérants de catégorie A (i) Monsieur Timothy C. Carlson, employé privé, demeurant professionnellement au 7, Commerce Drive, USA -CT 06810 Danbury, Etats-Unis d'Amérique et (m) Monsieur Daniel P. Sharkey, employé privé, demeurant professionnellement au 7, Commerce Drive, USA -CT 06810 Danbury, Etats-Unis d'Amérique, avec effet immédiat, sont acceptées.

2. (i) Monsieur Peter Walcott, employé privé, demeurant professionnellement au 129 Concord Road, Building 2, Billerica, MA 01821, Etats-Unis d'Amérique, (ii) Monsieur Bertrand Loy, employé privé, demeurant professionnellement au 129 Concord Road, Building 2, Billerica, MA 01821, Etats-Unis d'Amérique, et (iii) Monsieur Gregory B. Graves, employé privé, demeurant professionnellement au 117 Jonathan Blvd N, Chaska, MN 55318, Etats-Unis d'Amérique, sont nommés en tant que gérants de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014066268/19.

(140076210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Zagato S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 134.984.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé le 23 avril 2014 que Sea Jewel Investments Limited, associé unique de la Société, a transféré avec effet au 8 mai 2014:

- soixante-et-onze mille cent soixante-quinze (71.175) parts sociales détenues dans le capital social de la Société à METRO Group Retail Real Estate GmbH, une société à responsabilité limitée ayant son siège social à Albertussee 1, 40549 Düsseldorf, Allemagne, et immatriculée auprès du Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf sous le numéro HRB 61413;

- trois mille huit cent vingt-cinq (3.825) parts sociales détenues dans le capital social de la Société à Wisteria Investment Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 13, Schlappgaass, L-9365 Eppeldorf, Grand-duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B186524.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014066247/20.

(140076563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Sion Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 125.567.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014064544/10.

(140075066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Santo Spirito, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 52.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SANTO SPIRITO

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014064527/11.

(140074643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

TS 33 Lux FinanceCo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 186.041.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2014.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2014064608/12.

(140075167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

cieslux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 170.320.

Über eine außerordentliche Gesellschafterversammlung der cieslux S.à r.l.,
mit Sitz in 6-12 rue du Fort Wallis, L-2714, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 170320.

Herr Robert Kempf, Kaufmann, wohnhaft in D-54629 Trier, Bachwies 11, ist alleiniger Gesellschafter der vorgenannten Gesellschaft.

Dies vorausgeschickt, hält der Unterzeichner Herr Robert Kempf als gesetzmäßiger Vertreter der cieslux S.à r.l. unter Verzicht auf die Einhaltung aller Frist und Formvorschriften eine außerordentliche Gesellschafterversammlung der cieslux S.à r.l. ab und beschließt folgendes:

1. Frau Christine Mohr, Kauffrau, wohnhaft in D-54296 Trier, Rudi Schillingstr 3, wird mit sofortiger Wirkung als Geschäftsführerin abberufen.
2. Die Vorgenannte erklärt Ihre Zustimmung zu dieser Regelung mit Ihrer Unterschrift unter dieser Niederschrift.
3. Zur neuen Geschäftsführer wird berufen Herr Robert Kempf, geb. am 28.08.1952, wohnhaft in D-54629 Trier, Bachwies 11.

Weitere Beschlüsse wurden nicht gefasst.

Luxembourg, den 15. April 2014.

Robert Kempf / Christine Mohr.

Référence de publication: 2014066272/21.

(140076792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Hines Poland Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 186.855.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of May.

Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Hines International Real Estate Holdings Limited Partnership, a limited partnership incorporated under the laws of Texas, United States of America (the "USA") having its registered office at 2800 Post Oak Boulevard, Houston, Texas, 77056-6118 USA and registered in Texas, USA under number 128648-10,

duly represented by Mrs Maria Teresa Fulci, employee, having his/her professional address at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as representative of Hines International Real Estate Holdings Limited Partnership with the power to bind Hines International Real Estate Holdings Limited Partnership by his/her sole signature, by virtue of a proxy under private seal given on 7 May 2014, which will remain attached to the present deed.

The appearing party, represented as stated above, has requested the notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it wishes to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Art. 1. Form. There is established by the appearing party a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company is to be initially composed of a sole unitholder, who is therefore the owner of the entire issued corporate capital of the Company. The Company may however at any time be composed of several unitholders, as a result of the transfer of corporate units or the issue of new corporate units.

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of "Hines Poland Management Company S.à r.l."

Art. 3. Object. The sole object of the Company is to create, administer and manage "Hines Poland Sustainable Income Fund", a mutual investment fund (Fonds commun de placement) constituted under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Fund").

The Company shall carry out any activities connected with the management, administration and promotion of the Fund. It may, on behalf of the Fund, enter into any contract; purchase, sell, exchange and deliver any securities, property and, more generally, assets constitutive of authorised investments of the Fund; proceed to or initiate any registrations and transfers in its name or in third parties' name in the register of corporate units or debentures of any Luxembourg or foreign company; and exercise on behalf of the Fund and holders of units of the Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the Fund. The aforementioned powers shall be considered declaratory and not exhaustive.

The Company may provide financial support to companies in which the Company holds directly or indirectly a participation, in particular by granting loans, facilities, security interests or guaranties in any form and for any term whatsoever and grant them any advice and assistance in any form whatsoever.

The Company may also manage its own assets on an ancillary basis and carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object.

The Company must however remain within the limitations set out by the Fund's constitutional documents and the applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company shall be subject to Chapter 16 of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time if a sole unitholder, owning the entire issued corporate capital if the Company so decides. If there is more than one unitholder, the Company may be dissolved at any time, pursuant to a unitholder resolution taken at a general meeting.

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the board of managers (here after called "Board of Managers").

The Company may establish subsidiaries and branches where it considers them to be useful, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 6. Capital. The corporate capital of the Company is set at one hundred and twenty five thousand euro (EUR 125,000.-) represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) corporate units fully paid with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

Art. 7. Variation of the corporate capital. The corporate capital may at any time be increased, respectively, decreased, by decision of the sole unitholder or pursuant to a resolution of the general meeting of the unitholders, as the case may be, provided that the minimum corporate capital of the Company will at any time be maintained at not less than one hundred twenty five thousand euro (EUR 125,000.-).

Art. 8. Rights and duties attached to the corporate units. Each corporate unit entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at unitholders general meetings.

If the Company is composed of a sole unitholder, that sole unitholder exercises all those powers granted to all unitholders by the 1915 Law and the Articles of Incorporation.

Ownership of a corporate unit carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of any decision made by a sole unitholder owning the entire issued corporate capital of the Company or by a the unitholders in general meeting.

The creditors or successors of the sole unitholder or of any of the unitholders may in no event request that a seal be affixed to the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court. They must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and resolutions.

A register of unitholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any unitholder. This register of unitholders will in particular contain the name of each unitholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of corporate units held by such unitholder, any transfers of corporate units, the date of notification to or acceptance by the Company of such corporate unit transfers pursuant to these Articles of Incorporation as well as any security rights granted on corporate units.

Each unitholder will notify the Company by registered letter of his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a unitholder received by it.

Art. 9. Indivisibility of corporate units. Each corporate unit is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of corporate units must be represented by a common attorney-in-fact, whether or not jointly appointed.

Proof of ownership of corporate units may be established through the recording of a unitholder in the register of unitholders. Certificates of the recordings in the register of unitholders will be issued and signed by the chairman of the Board of Managers or by any two of its unitholders, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant unitholder.

Art. 10. Transfer of corporate units. Where the Company is composed of a sole unitholder, that sole unitholder may freely transfer the corporate units owned.

Where the Company is composed of more than one unitholder, the corporate units may be freely transferred amongst any existing unitholders.

Where the Company is composed of more than one unitholder, the corporate units can be transferred by living persons to non- unitholders only with the authorisation of the unitholders in general meeting. Those providing authorisation must hold collectively at least 75 per cent of the corporate capital of the Company.

Art. 11. Formalities. The transfer of corporate units must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. A transfer will not be binding upon the Company and third parties, unless duly notified to, or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Civil Code.

Art. 12. Redemption of corporate units. The Company may redeem its own corporate units in accordance with the provisions of the 1915 Law.

Art. 13. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a unitholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a unitholder will not cause the Company to go into liquidation.

Art. 14. Board of Managers. The Company is managed and administered by a Board of Managers consisting of at least three (3) managers (each a "Manager"). A Manager can be unitholder or a non- unitholder.

Each Manager is appointed for a limited or an unlimited duration by the sole unitholder owning the entire issued corporate capital or by a group of unitholders in general meeting.

Any Manager may be removed at any time by the sole unitholder holding the entire issued corporate capital, or by a majority of unitholders in general meeting, who collectively hold at least 75 per cent of the corporate capital of the Company. Any Manager may resign at any time.

The sole unitholder holding the entire issued corporate capital, or a group of unitholders in general meeting decides upon the compensation of each Manager (if any).

The Board of Managers shall appoint, from among its unitholders, a chairman. The Board of Managers shall choose a secretary, who needs not be a Manager, who shall be responsible for keeping board meeting minutes.

The chairman of the Board of Managers shall preside at all meetings of the Board of Managers. In his absence, the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore.

The Board of Managers may also appoint officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board. Officers need not be Managers or unitholders of the Company. The officers appointed shall have the powers and duties entrusted to them by the board.

Art. 15. Meetings of the Board of Managers. The Board of Managers shall meet at the place indicated in the notice of the meeting.

Written notice of any board meeting shall be given to all Managers at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived if each Manager consents in writing, by cable, telegram, telex or telefax.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by cable, telegram, telex or telefax, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several of his/her/its colleagues. Managers may also cast their vote in writing, by cable, telegram, telex or telefax. Meetings of the Board of Managers may be held by way of conference call, video conference or any other similar means of communication, in which case the Managers participating by such means shall be deemed to be present in Luxembourg.

The Board of Managers shall act validly only if a majority of Managers are present or represented at a meeting of the board. Decisions shall be taken by a majority vote of the Managers present or represented.

Resolutions may also be passed in the form of a consent resolution, set out in identical terms. This may be signed jointly or by the use of counterparts by all the Managers. The chairman of the Board of Managers shall have a casting vote.

Any Manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the Board of Managers which conflicts with the Company's interest, must inform the Board of Managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant Manager may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction.

Art. 16. Powers of representation. In dealing with third parties, any two Managers shall have the power to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and authorise all acts and operations consistent with the Company's object. The Company is bound in all circumstances by the signature of any two Managers.

Art. 17. Board of Managers' Committees. The Board of Managers may, by a majority vote, set up one or more committees to deal with specific matters under its supervision and responsibility, each committee to consist of one or more Managers of the Company and/or non-Managers.

Art. 18. Death, incapacity, bankruptcy or insolvency of a Manager. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency, resignation, removal or any other similar event affecting a Manager, will not cause the Company to go into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a Manager may in no event have seals affixed to the assets and documents of the Company.

Art. 19. Liability of a Manager. A Manager will not incur any personal liability arising out of the functions performed on behalf of the Company. He is only liable for the performance of his mandate.

The Company shall indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who is or was a party or is threatened to be made a part to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that such person (1) is or was a Manager or officer of the Company or a subsidiary or (2) is or was serving at the request of the Company or a subsidiary as a Manager, officer, partner, unitholder, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise.

To the extent deemed advisable by the Board of Managers, the Company may indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that the person is or was an employee or agent (other than a Manager or officer) of the Company or a subsidiary.

The Company shall have the power to purchase and maintain insurance on behalf of any person who is or was a Manager, officer, employee or agent of the Company or a subsidiary, or is or was serving at the request of the Company or a subsidiary as a Manager, officer, partner, unitholder, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise, against any expense, liability or loss asserted against him and incurred by him in any such capacity, or arising out of his status as such, whether or not the Company or a subsidiary would have the power to indemnify him against such expense, liability or loss under the provisions of applicable law.

No repeal or amendment inconsistent with this article 19, shall adversely affect any right or protection of any person granted pursuant to the law existing at the time of such repeal or amendment.

The right to indemnification conferred in this article 19 also includes, to the fullest extent permitted by applicable law, the right to be paid the expenses (including attorney's fees) incurred in connection with any such proceeding in advance of its final disposition. The payment of any amounts to any Manager, officer, partner, unitholder, employee or agent

pursuant to this article 19 shall subrogate the Company to any right such Manager, officer, partner, unitholder, employee or agent may have against any other person or entity. The rights conferred in this article 19 shall be contractual rights.

Art. 20. General meeting of unitholders. When the Company is composed of one sole unitholder, that unitholder exercises the powers granted by the 1915 Law to unitholders in general meeting.

Articles 194 to 196 and 199 of the 1915 Law are not applicable to that situation.

When the Company is composed of a group of unitholders, unitholder decisions are taken either in a general meeting, or by written resolution the text of which shall be sent by the Board of Managers to the unitholders by electronic means, regular post or registered post at the Board of Manager sole discretion.

In this latter case, the unitholders are under the obligation to cast their written vote and send it by the same means they received the text of the written resolution to the Company within 15 days of receiving the text of the written resolution.

When the Company is composed of a group of unitholders, unless otherwise specified in these articles, unitholders decisions are only validly taken if they are adopted by unitholders holding more than half of the corporate capital. If such majority has not been reached on first call, the unitholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. However, resolutions to amend these articles and to liquidate the Company may only be taken by a majority of unitholders representing three quarters of the Company's corporate capital.

Art. 21. Decisions. The decisions of the sole unitholder or of a group of unitholders in general meeting are documented in writing, recorded in a register and kept at the registered office of the Company.

The votes of the unitholders and the power of attorneys are attached to the minutes, which shall be signed by the single unitholder or by the unitholders present, and may be signed by any unitholder or proxies of unitholders, who so request.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the single unitholder or by the general meeting of unitholders as well as of the minutes of the general meeting of unitholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by any two (2) Managers.

Art. 22. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of the same year.

Art. 23. Independent auditor. The sole unitholder or a group of unitholders in general meeting shall appoint an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) who shall fulfil the duties prescribed by applicable laws.

Art. 24. Balance-sheet. On 31 December of each year, the accounts are closed and the Board of Managers will produce an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the 1915 Law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole unitholder or to a group of unitholders in general meeting for approval.

Each unitholder or its attorney-in-fact may consult the financial documents at the registered office of the Company for a period of fifteen days prior to the deadline set for the unitholder general meeting.

Art. 25. Allocation of profits. The balance of the profit and loss account, after the deduction of overheads, depreciation and provisions is the net profit of the financial year.

Five percent of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten per cent of the capital.

The remaining profit is allocated by the decision of the sole unitholder or pursuant to a resolution of a group unitholders in general meeting.

Subject to the conditions fixed by law, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends. The Board of Managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment

Art. 26. Dissolution, liquidation. In the case of the dissolution of the Company, for any reason and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, unitholders or not. The liquidator(s) will be appointed by the single unitholder or by a group of unitholders in general meeting, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 27. Matters not provided. All matters not provided for by the present articles are determined in accordance with applicable laws.

Transitional provisions

The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December, 2014.

Subscription and payment

The articles of association having been established, the appearing party, represented as stated here above, declares that the corporate units to be issued have been subscribed and paid-in in cash by Hines International Real Estate Holdings Limited Partnership, aforementioned, which has paid-in one hundred and twenty five thousand euro (EUR 125,000.-) and subscribed one thousand two hundred and fifty (1,250) corporate units.

All the corporate units have been entirely paid-in in cash, so that the one hundred and twenty five thousand euro (EUR 125,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be one thousand seven hundred euro (EUR 1,700).

Resolutions of the sole unitholder

Hines International Real Estate Holdings Limited Partnership, aforementioned, representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately passed the following resolutions:

1. The number of members of the Board of Managers is fixed at five (5).
2. The following persons are appointed Managers of the Company with immediate effect and for an unlimited period of time:
 - a. Mr Charles Madeira Baughn, born on 2 December 1954 in Louisiana, USA, with professional address at 2800 Post Oak Blvd., Suite 5000, Houston, Texas 77056, USA;
 - b. Mr Clifford Hastings Johnson, born on 4 June 1948, in Georgia, USA, with professional address at 2800 Post Oak Blvd., Suite 5000, Houston, Texas 77056, USA;
 - c. Mr Kenneth Gordon MacRae, born on 30 May 1962 in Richmond, United Kingdom, with professional address at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - d. Mr Leo Heung-On Chen, born on 11 November 1951 in Hong Kong-SAR, with professional address at 2800 Post Oak Blvd., Suite 5000, Houston, Texas 77056, USA; and
 - e. Mr Xueming Simon Shen, born on 15 November 1964 in Shanghai, China, with professional address at 2800 Post Oak Blvd., Suite 5000, Houston, Texas 77056, USA.
3. The following entity is appointed as approved auditor of the Company with immediate effect and for an unlimited period of time, but may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of unitholders:
Ernst & Young S.A., a société anonyme, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 47.771, having its registered address at 7, Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Luxembourg.
4. The address of the Company's registered office is set at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le douze mai.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Hines International Real Estate Holdings Limited Partnership, un partnership constitué selon les lois de l'état du Texas, Etats-Unis, ayant son siège social au 2800 Post Oak Boulevard, Houston, Texas, 77056-6118 Etats-Unis et enregistré au Texas sous le numéro 128648-10,

dûment représenté par Madame Maria Teresa Fulci, employée, ayant son adresse professionnelle 205, Avenue d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en qualité de représentante de Hines International Real Estate Holdings Limited Partnership, avec pouvoir d'engager Hines International Real Estate Holdings Limited Partnership par sa seule signature

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 7 mai 2014, et qui restera annexée au présent acte.

La comparante, représentée indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont les statuts seront comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par la comparante une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg et notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, par conséquent propriétaire de l'intégralité du capital social de la Société. La Société peut cependant, à tout moment, comporter plusieurs associés suite à la cession de parts sociales ou l'émission de nouvelles parts sociales.

Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de «Hines Poland Management Company S.à r.l.».

Art. 3. Object. L'objet unique de la Société est la constitution, l'administration et la gestion de Hines Poland Sustainable Income Fund un Fonds Commun de Placement-fonds d'investissement spécialisé soumis aux lois du Grand-Duché de Luxembourg (le «Fonds»).

La Société se chargera de toutes les parties de la société en rapport avec la gestion, l'administration et la promotion du Fonds. Elle pourra, pour compte du Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, propriétés et, plus généralement, tout avoirs constituant des investissements autorisés du Fonds, procéder à toutes inscriptions et tout transferts en son nom ou au nom de tiers dans le registre des parts sociales ou obligations de toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, et exercer pour compte du Fonds et des détenteurs de parts du Fonds, tous droits et privilèges, en particulier tous droits de vote attachés aux titres constituant les avoirs du Fonds. Cette énumération doit être considérée comme exemplative et non limitative.

La Société pourra fournir un soutien financier aux sociétés dans lesquelles la Société détient directement ou indirectement une participation, en particulier en octroyant des prêts, facilités, sûretés ou garanties de quelque nature et durée que ce soit et leur fournir tout conseil et assistance de quelque nature que ce soit.

La Société pourra également gérer ses propres actifs à titre accessoire et entreprendre toute autre activité qui est jugée utile à l'accomplissement de son objet social, en restant toutefois dans les limites imposées par les documents constitutifs du Fonds et les lois et règlements luxembourgeois applicables.

La Société sera soumise au Chapitre 16 de la loi du 17 décembre 2010, relative aux organismes de placement collectif.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique détenant la totalité du capital libéré. S'il y a plusieurs associés, la Société peut être dissoute à tout moment par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision du conseil de gérance (appelé ci-après «Conseil de Gérance»).

La Société pourra établir des filiales et des succursales au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-), représenté par mille deux cent cinquante (1,250) parts sociales entièrement libérées d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit moyennant décision de l'associé unique ou moyennant résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas à condition que le capital social minimum de la Société ne soit jamais inférieur à cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-).

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et une voix aux assemblées générales des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus à tous les associés par la Loi de 1915 et les Statuts.

La propriété d'une part sociale emporte adhésion implicite aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique, détenant la totalité du capital libéré, ou de l'assemblée générale des associés.

Les créanciers ou ayants droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société où il sera disponible pour inspection par tout associé. Ce registre des associés contiendra en particulier le nom de chaque associé, sa résidence ou son siège social principal, le nombre de parts sociales qu'il détient, toutes cessions de parts sociales, les dates de ces cessions, la date de notification à la Société ou d'acceptation par la Société de ces cessions de parts sociales conformément aux présents Statuts ainsi que toutes garanties accordées sur ces parts sociales.

Chaque associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'associé qu'elle aura reçue.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis des parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux.

La preuve du titre de propriété concernant les parts sociales peut être rapportée par l'inscription d'un associé au registre des associés. Des certificats de ces inscriptions au registre des associés pourront être émis et signés par le président du conseil de gérance ou par deux gérants, selon le cas, à la demande et aux frais de l'associé en question.

Art. 10. Cession des parts sociales. Lorsque la Société comporte un associé unique, cet associé unique pourra librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant 75% du capital social de la Société.

Art. 11. Formalités. La cession des parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 12. Rachat des parts sociales. La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Art. 13. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 14. Conseil de Gérance. La Société est gérée et administrée par un Conseil de Gérance comprenant au moins trois (3) gérants, associés ou non.

Chaque gérant est nommé avec ou sans limitation de durée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

L'associé unique détenant la totalité du capital libéré ou l'assemblée générale des associés en vertu d'une résolution favorable représentant 75% du capital social de la Société, pourra décider la révocation d'un gérant à tout moment. Chaque gérant peut démissionner de ses fonctions à tout moment.

L'associé unique, détenant la totalité du capital libéré, ou l'assemblée générale des associés décidera, le cas échéant, de la rémunération de chaque gérant.

Le Conseil de Gérance pourra nommer, parmi ses membres, un président.

Le Conseil de Gérance pourra choisir un secrétaire, qui sera gérant ou non et qui sera responsable de la conservation des minutes des réunions du Conseil de gérance.

Le président du conseil de gérance présidera toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance pourra nommer un autre gérant en tant que président de la réunion pro tempore.

Le conseil de gérance pourra nommer des fondés de pouvoirs de la Société jugés nécessaires pour la conduite des affaires et la gestion de la Société. Pareilles nominations pourront être révoquées à tout moment par le conseil de gérance. Les fondés de pouvoirs ne doivent pas être gérant ou associé de la Société. Les fondés de pouvoirs auront les pouvoirs et obligations qui leur seront conférés par le conseil de gérance.

Art. 15. Réunions du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance se réunira au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les gérants au moins 24 heures avant l'heure prévue pour celle-ci, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être renoncé à cet avis si chaque gérant y consent par écrit, par câble, télégramme, télex ou message télécopié.

Tout gérant pourra se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance en désignant par écrit, câble, télégramme, télex ou message télécopié un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également voter par écrit ou par câble, télégramme, télex ou message télécopié. Les réunions du Conseil de Gérance peuvent être tenues au moyen de conférences téléphoniques ou visioconférences ou tous autres moyens de communication, auxquels cas les gérants participant par le biais de tels moyens de communication seront réputés être présents à Luxembourg.

Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à la réunion.

Les décisions du Conseil de Gérance peuvent également être prises par des résolutions circulaires identiques en leurs termes, signées sur un ou plusieurs documents par tous les gérants. Le Président du Conseil de Gérance aura un vote décisif.

Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil de gérance, qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, doit informer le conseil de gérance de ce conflit d'intérêts et doit faire enregistrer sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Ce gérant ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant

Art. 16. Pouvoirs de représentation. Vis-à-vis des tiers, deux des gérants auront conjointement les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances ainsi que pour accomplir et autoriser tous les actes et opérations relatifs à l'objet social de la Société. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants.

Art. 17. Comités du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance peut, par un vote à la majorité de tout le conseil, constituer un ou plusieurs comités afin de traiter sous son contrôle et sa responsabilité de sujets particuliers, chaque comité comprenant un ou plusieurs membres gérants ou non de la Société.

Art. 18. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture d'un gérant. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un gérant ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants droit d'un gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 19. Responsabilité d'un gérant. Un gérant ne contracte, du fait de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société dédommagera, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure (en matière civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne (1) a été ou est gérant ou fondé de pouvoir de la Société ou d'une filiale ou (2) a rendu service à la demande de la Société ou d'une filiale en tant que gérant, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint venture, trust, comité ou toute autre entreprise.

Dans la mesure où le Conseil de Gérance l'estime recommandé, la Société peut indemniser, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été partie, ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure menaçant d'être entamé, en cours d'instance ou terminé (de nature civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne a été ou est un employé ou un agent (autre que gérant ou fondé de pouvoir) de la Société ou d'une filiale.

La Société aura le pouvoir de souscrire et de maintenir une police d'assurance pour le compte de cette personne qui est ou a été gérant, ou fondé de pouvoir, employé ou agent de la Société ou d'une filiale, ou qui a rendu ou rend des services à la demande de la Société ou d'une filiale comme gérant, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint venture, trust, comité ou toute autre entreprise, du fait de toute dépense, responsabilité ou perte imposée à cette personne et encourue par elle en cette qualité ou en raison de son statut, que la Société ou une filiale ait ou non le pouvoir de l'indemniser du fait d'une telle dépense, responsabilité ou perte en vertu des dispositions légales applicables.

Aucune abrogation ou modification d'une disposition en contradiction avec cet article 19 n'entravera les droits ou la protection accordés à toute personne en vertu du présent article tels qu'ils sont ou étaient en vigueur au moment ou antérieurement à de tels abrogation ou modification.

Le droit à l'indemnisation conféré en vertu de cet article 19 comporte également, dans la mesure où cela est permis par les dispositions légales en vigueur, le droit d'être remboursé des dépenses (comprenant les honoraires d'avocat) encourues du fait de telles procédures avant même leur issue définitive. Le paiement de tout montant au profit d'un gérant, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent en vertu de cet article 19 subrogera la Société dans les droits que peuvent avoir de tels gérants, fondé de pouvoir, membres, employés ou agents contre toute autre personne ou entité. Les droits conférés en vertu de cet article 19 seront des droits contractuels.

Art. 20. Assemblées générales des associés. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la Loi de 1915 à l'assemblée générale des associés.

Dans ce cas, les articles 194 à 196, ainsi que 199 de la Loi de 1915 ne sont pas applicables.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les décisions collectives sont prises en assemblée générale ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le Conseil de Gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce cas, les associés ont l'obligation, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'émettre leur vote par écrit et de l'envoyer à la Société.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les décisions des associés ne sont valablement prises qu'avec l'accord des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois. Au second vote, la décision sera valablement adoptée à la majorité des votes valablement exprimés, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. Cependant, des décisions portant modification des présents Statuts et notamment celle de liquider la Société ne peuvent être valablement prises qu'avec l'accord de la majorité des associés représentant trois-quarts du capital social de la Société.

Art. 21. Décisions. Les décisions de l'associé unique ou des associés ou de l'assemblée générale des associés seront établies par écrit et consignées dans un registre tenu au siège social de la Société.

Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations seront annexées aux procès-verbaux, qui seront signés par l'associé unique ou par les associés présents et peuvent être signés par tous associés ou mandataires d'associés qui en feraient la demande.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés ainsi que les procès-verbaux de l'assemblée générale des associés, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par deux (2) des gérants.

Art. 22. Année sociale. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 23. Réviseur d'Entreprises. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés nommera un réviseur d'entreprises agréé qui accomplira les obligations prescrites par les lois applicables.

Art. 24. Bilan. Chaque année, le 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le Conseil de Gérance dresse un inventaire des avoirs et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la Loi de 1915.

Les comptes annuels sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, de l'assemblée générale des associés.

Tout associé, ainsi que son mandataire, peut consulter les documents financiers au siège social de la Société, au cours d'une période de quinze jours précédant la date de l'assemblée générale des associés.

Art. 25. Répartition des bénéfices. L'excédent du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé ou, selon le cas, l'assemblée générale des associés.

En conformité avec les conditions fixées par la loi, le Conseil de Gérance peut payer une avance de paiement sur les dividendes. Le Conseil de gérance fixe le montant et la date de paiement de chacune de ces avances de paiement.

Art. 26. Dissolution, liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 27. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique ou les associés, selon le cas, se référeront aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.

Souscriptions et libération

Les statuts étant ainsi rédigés, la partie comparante, représentées comme dit ci-avant, déclare que les parts sociales à émettre ont été souscrites et payées par Hines International Real Estate Holdings Limited Partnership, susnommée, représenté comme indiqué ci-dessus, qui a libéré cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-) et souscrit à mille deux cent cinquante (1,250) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que le montant de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à mille sept cents euros (EUR 1.700,-).

Résolutions de l'associé unique

Hines International Real Estate Holdings Limited Partnership, ci-dessus mentionnée, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoquée, a aussitôt pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de membres au conseil de gérance a été fixé à cinq (5).
2. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée:
 - a) Mr Charles Madeira Baughn, né le 2 décembre 1954 en Louisiane, USA, ayant comme adresse professionnelle 2800 Post Oak Blvd., Suite 5000, Houston, Texas 77056, USA
 - b) Mr Clifford Hastings Johnson, né le 4 juin 1948, en Georgie, USA, ayant comme adresse professionnelle 2800 Post Oak Blvd., Suite 5000, Houston, Texas 77056, USA;

c) Mr Kenneth Gordon MacRae, né le 30 mai 1962 à Richmond, Royaume Uni, ayant comme adresse professionnelle 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

d) Mr Leo Heung-On Chen, né le 11 novembre 1951 à Hong Kong-SAR, ayant comme adresse professionnelle 2800 Post Oak Blvd., Suite 5000, Houston, Texas 77056, USA; et

e) Mr Xueming Simon Shen, né le 15 novembre 1964 à Shanghai, Chine, ayant comme adresse professionnelle 2800 Post Oak Blvd., Suite 5000, Houston, Texas 77056, USA.

3. L'entité suivante est nommée comme réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet immédiat et pour une période indéterminée, mais peut être révoquée en tout temps sans préavis et sans motif par l'assemblée générale des associés:

Ernst & Young, une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771, ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365, Munsbach, Luxembourg.

4. L'adresse du siège social de la Société est fixée au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. T. FULCI, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 12 mai 2014. Relation: RED/2014/1057. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 12 mai 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014065849/522.

(140077316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Technical Concepts Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 114.126.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2014.

Référence de publication: 2014064575/10.

(140075031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

**Zencap Austria S.C.Sp., Société en Commandite spéciale,
(anc. Funding Loop Austria S.C.Sp.).**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pesctore.

R.C.S. Luxembourg B 185.002.

Auszug des abgeänderten Gesellschaftsvertrages (Limited Partnership Agreement) (der "Gesellschaftsvertrag") der Funding Loop Austria S.C.Sp. vom 29. April 2014

Am 29. April 2014 wurde entschieden die Denomination der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung wie folgt zu ändern:

- Zencap Austria S.C.Sp.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 9. Mai 2014.

Zencap Austria S.C.Sp (vormals Funding Loop Austria S.C.Sp)

Unterschrift

Référence de publication: 2014065769/16.

(140076766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

ICS Partners I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 186.816.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, den neunundzwanzigsten April

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph ELVINGER, mit Amtssitz in Luxembourg,

sind erschienen:

- Carsten Paris, geboren 21.04.1969 mit Wohnsitz in Kantorie 124, 45134 Essen, Deutschland,
- Dr. Ingo Zemke, geboren 04.07.1964 mit Wohnsitz in Cronstettenstr. 29, D - 60322 Frankfurt am Main, Deutschland, hier vertreten durch Frau Flora Gibert, geschäftsansässig in Luxembourg, auf Grund von zwei Vollmachten ausgestellt in Luxembourg am 16. April 2014.

Die Vollmachten werden der vorliegenden Urkunde nach der Unterzeichnung ne varietur durch den Vollmachtnehmer und durch den unterzeichneten Notar als Anlage beigeheftet um bei den Registerbehörden zusammen mit der Urkunde eingetragen zu werden.

Der Erschienene hat in seiner vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Satzung der hiermit gegründeten Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) wie folgt aufzusetzen:

Kapitel I. Name - Dauer - Gegenstand.. Sitz

Art. 1. Name und Dauer. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischem Recht mit der Bezeichnung "ICS Partners I S.à r.l." (nachfolgend die "Gesellschaft").

Die Gesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft. Gesellschaftszweck ist das Halten von Beteiligungen aller Art an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften oder anderen Investitionsformen, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Art und Weise, sowie die Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Wertpapieren aller Art oder auf andere Weise, sowie die Verwaltung, das Management, die Überwachung und Entwicklung des Portfolios.

Die Gesellschaft kann sich als Gesellschafter an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für die Verbindlichkeiten und Verpflichtungen dieser Gesellschaften beteiligen. Die Gesellschaft kann Tätigkeiten jeder wirtschaftlichen, gewerblichen oder finanziellen Art sowie Tätigkeit im Immobilien- oder Immaterialgüterbereich ausüben, die der Erreichung des Gesellschaftszweckes dient.

Art. 3. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Der Sitz kann durch Beschluss ihres Gesellschafters oder - bei mehreren Gesellschaftern - durch Gesellschafterbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Er kann außerdem innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes durch Beschluss des/der Geschäftsführer(s) verlegt werden.

Die Gesellschaft kann permanente oder nicht permanente Büros und Niederlassungen in Luxemburg und im Ausland haben

Kapitel II. Gesellschaftskapital

Art. 4. Stammkapital. Das Stammkapital beträgt ZWÖLFTAUSENDVIERHUNDERT EURO (12.400,- EUR) und ist in einhundert vierundzwanzig (124) ordentliche Geschäftsanteile im Nennwert von je EINHUNDERT (100.-EUR) eingeteilt.

Das gezeichnete Stammkapital kann durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters beziehungsweise durch Beschluss der Gesellschafterversammlung nach Maßgabe der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Beschlussfassung geändert werden.

Art. 5. Gewinnbeteiligung. Jeder Geschäftsanteil berechtigt nach dem direkten Verhältnis der bestehenden Geschäftsanteile zu einem Bruchteil am Gesellschaftsvermögen und -gewinn.

Art. 6. Übertragung von Geschäftsanteilen. Im Falle eines Alleingesellschafters sind die Anteile frei an Dritte, die keine Gesellschafter sind, übertragbar.

Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, bedarf die Übertragung von Geschäftsanteilen unter Lebenden an Dritte der Genehmigung der Generalversammlung, Gesellschafter, die drei Viertel des eingezahlten Kapitals vertreten. Es bedarf keiner solchen Genehmigung für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern.

Die Genehmigung einer Übertragung im Todesfall bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals, welches von den Überlebenden gehalten wird.

Art. 7. Rückkauf von Geschäftsanteilen. Die Gesellschaft ist befugt, vorbehaltlich der Einhaltung der Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 bezüglich Handelsgesellschaften (nachfolgend das "Gesetz") Anteile an ihrem eigenen Kapital zu erwerben.

Der Erwerb und die Veräußerung von im Stammkapital der Gesellschaft befindlichen Geschäftsanteilen bedürfen eines Beschlusses, dessen Form und Bedingungen von der Gesellschafterversammlung festzulegen sind.

Kapitel III. Geschäftsführung - Geschäftsführersitzungen - Vertretung - Vertretungsvollmachten

Art. 8. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern bilden diese die Geschäftsführung. Der/die Geschäftsführer muss/müssen nicht Gesellschafter sein. Der/die Geschäftsführer wird/werden von der Gesellschafterversammlung ernannt. Die Gesellschafterversammlung ist berechtigt, zu jeder Zeit einen Geschäftsführer abzurufen und ihn zu ersetzen.

Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Vergütung der Geschäftsführer, sowie die Dauer und Bedingungen für ihre Bestellung.

Art. 9. Versammlungen - Geschäftsführerversammlungen. Die Geschäftsführerversammlungen können von jedem Geschäftsführer einberufen werden.

Die Geschäftsführer werden einzeln zu jeder Geschäftsführerversammlung einberufen. Außer in Dringlichkeitsfällen, die in der Einberufungsmittelung zu spezifizieren sind, oder außer bei vorheriger Genehmigung aller Geschäftsführer soll der Einberufung eine mindestens achttägige Einberufungsfrist vorhergehen.

Die Versammlung kann ordnungsgemäß abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind.

Die Versammlungen finden grundsätzlich am Sitz der Gesellschaft oder einem anderen Ort in Luxemburg statt. Der genaue Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung sind in der Einberufung festzulegen.

Die Geschäftsführer können mittels schriftlicher Genehmigung, mittels Telefax oder in der jeweils geeigneten Kommunikationsform auf die Einberufung verzichten. Eine separate Einberufung ist nicht nötig, wenn Zeit und Ort der Versammlungen im Rahmen eines zuvor durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Terminplans festgelegt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich auf den Geschäftsführerversammlungen durch einen schriftlich, mittels Telefax oder anderer geeigneter Kommunikationsmittel von ihm bevollmächtigten weiteren Geschäftsführer der Gesellschaft vertreten lassen.

Ein Geschäftsführer kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Die Geschäftsführer können mittels Konferenzschaltung, Videoschaltung oder jeglicher Kommunikationsform, die es allen Teilnehmern erlaubt mitzuhören, an einer Geschäftsführerversammlung teilnehmen. Die Teilnahme an einer Versammlung mittels der vorgenannten Instrumente ist einer persönlichen Teilnahme gleichzustellen.

Die Geschäftsführung ist nur ordnungsgemäß beratungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Geschäftsführungsbeschlüsse bedürfen der Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

In Dringlichkeitsfällen haben von allen Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse die gleiche Rechtskraft wie Beschlüsse im Rahmen einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder mehreren Kopien ein und desselben Beschlusses erscheinen und erhalten Beweiskraft mit Brief, Telefax oder Telex.

Art. 10. Vertretung - Zeichnungsberechtigung. In Geschäften mit Dritten ist/sind der/die Geschäftsführer jederzeit dazu ermächtigt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Geschäfte zu tätigen, welche im Einklang mit dem Gesellschaftszweck und den Bestimmungen der Satzung liegen.

Alle durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung nicht ausdrücklich der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Rechte fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder - bei mehreren Geschäftsführern - der Geschäftsführung. Ist nur ein Geschäftsführer vorhanden, ist der vorhandene Geschäftsführer alleine zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch die Geschäftsführer gemeinschaftlich vertreten. Die Gesellschafter können aus der Geschäftsführung einen oder mehrere (Generalgeschäftsführer) Hauptgeschäftsführer ernennen, welche(r) Alleinvertretungsbefugnis hat/haben, vorausgesetzt jedoch, sie überschreiten die der Geschäftsführung übertragenen Befugnisse nicht.

Der Geschäftsführer oder - bei mehreren Geschäftsführern - die Geschäftsführung kann seine/ihre Befugnisse für die Vornahme bestimmter Aufgaben an einen oder mehrere ad hoc Vertreter weiterdelegieren.

Der Geschäftsführer oder - bei mehreren Geschäftsführern - die Geschäftsführung bestimmt die Verantwortungen und (falls zutreffend) die Vergütung seines/seiner Vertreter, die Dauer ihrer Vertretung sowie alle sonstigen etwaigen Bedingungen in Zusammenhang mit ihrer Beauftragung.

Art. 11. Haftung der Geschäftsführer. Der/Die Geschäftsführer haften aufgrund ihrer Position nicht persönlich für im Namen der Gesellschaft eingegangene Verpflichtungen, solange diese Verpflichtungen in Übereinstimmung mit der Satzung der Gesellschaft und den geltenden Bestimmungen des Gesetzes stehen.

Die Gesellschaft sichert den Geschäftsführern und leitenden Angestellten sowie deren Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern Freistellung zu von den Kosten, die diesen in vernünftigem Rahmen in Zusammenhang mit Klagen, Prozessen oder Verfahren entstehen, in die sie aufgrund der Tatsache als Prozesspartei verwickelt wurden, dass sie Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder - auf eigenes Verlangen - einer anderen Gesellschaft waren, an der die Gesellschaft beteiligt oder deren Gläubiger sie ist, und gegen die sie keinen Schadenersatzanspruch geltend machen können; diese Freistellung gilt nicht, wenn sie im Rahmen dieser Klagen, Prozesse und Verfahren der groben Fahrlässigkeit oder schweren Pflichtverletzung für schuldig befunden wurden. Im Falle eines Vergleiches erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, welche von dem Vergleich abgedeckt werden, und insofern als der Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt wird, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt andere etwaige rechtliche Ansprüche nicht aus.

Kapitel IV. Schriftführer

Art. 12. Bestellung eines Schriftführers. Die Gesellschafterversammlung kann durch einfachen Beschluss einen Schriftführer der Gesellschaft (der "Schriftführer") ernennen.

Der Schriftführer, der kein Geschäftsführer sein muss, fungiert als Protokollführer in den Geschäftsführerversammlungen und, sofern durchführbar, in den Gesellschafterversammlungen; er führt die Akten und Protokolle der Geschäftsführer und der Gesellschafterversammlungen und die von ihnen durchgeführten Transaktionen in einem speziell zu diesem Zweck geführten Buch; er übernimmt dieselben Aufgaben für alle eventuell von der Geschäftsführung beauftragten Ausschüsse. Der Schriftführer kann seine Befugnisse auf eine oder mehrere Person/en delegieren, sofern er für diese delegierten Aufgaben verantwortlich bleibt.

Der Schriftführer ist befugt, im Namen der Gesellschaft Zertifikate und Auszüge auszustellen, die der Vorlage bei Gericht beziehungsweise Dritten zur Vorlage als amtliche Unterlagen dienen.

Kapitel V. Gesellschafterversammlung

Art. 13. Jahreshauptversammlung und außerordentliche Gesellschafterversammlung. Die Jahreshauptversammlung findet jährlich innerhalb von sechs Monaten nach Abschluss des jeweils vorhergehenden Geschäftsjahres am Sitz der Gesellschaft oder jedem anderen, in der Einberufungsmittelteilung genannten Ort in Luxemburg statt.

Art. 14. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter hat das Recht, an der Gesellschafterversammlung teilzunehmen, unabhängig davon, wie viele Anteile er besitzt.

Die Stimmrechte der Gesellschafter bestimmen sich nach der Zahl der von ihnen gehaltenen Anteile.

Jeder Gesellschafter kann sich auf der Gesellschafterversammlung durch einen bevollmächtigten Vertreter, der kein Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

Art. 15. Quorum - Mehrheit. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung sind nur dann ordnungsgemäß, wenn sie von einer Mehrheit von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals besitzen, angenommen werden.

Beschlüsse, die Satzungsänderungen oder die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft zum Gegenstand haben, können nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern angenommen werden, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals besitzt.

Anstatt auf einer Gesellschafterversammlung können Beschlüsse auch schriftlich von allen Gesellschaftern angenommen werden. In diesem Fall wird jedem Gesellschafter ein Entwurf des Beschlusses übermittelt, welchen er unterzeichnet. Die Beschlussfassung durch Unterzeichnung einer oder mehrerer Zweitausfertigungen hat die gleiche Rechtskraft wie die auf einer einberufenen Gesellschafterversammlung gefassten Beschlüsse.

Der alleinige Gesellschafter übt die Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus.

Die in Anwendung des vorstehenden Absatzes gefassten Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters werden protokolliert oder als Bericht abgefasst oder schriftlich niedergeschrieben.

Alle Verweise auf Gesellschafterversammlungen beziehen sich mutatis mutandis auf einen in der vorstehend beschriebenen Form schriftlich gefassten Beschluss.

Kapitel VI. Geschäftsjahr - Bilanz - Gewinnverwendung

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember des gleichen Jahres.

Art. 17. Jahresabschluss. Die Bücher werden jährlich abgeschlossen, und der Geschäftsführer oder - bei mehreren Geschäftsführern - die Geschäftsführung erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 18. Einsicht in die Unterlagen. Jeder Gesellschafter ist berechtigt, am Sitz der Gesellschaft Einsicht in die oben genannte Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft zu nehmen.

Art. 19 Gewinnverwendung. Vom Nettogewinn sind fünf Prozent (5 %) für die Bildung der gesetzlichen Rücklage zurückzulegen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10 %) des Stammkapitals erreicht.

Die Verteilung des Restbetrags erfolgt nach dem Verhältnis der Geschäftsanteile. Die Gesellschafterversammlung kann nach Maßgabe der geltenden gesetzlichen Bestimmungen die Ausschüttung einer oder mehrerer Zwischendividende/n beschließen.

Kapitel VII. Auflösung - Liquidation

Art. 20. Auflösung. Zahlungsunfähigkeit, Bankrott und andere Verfahren gegen einen Geschäftsführer sind keine Gründe für die Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschafter müssen der Auflösung und Liquidation sowie den darauf anwendbaren Bedingungen nach Maßgabe von Artikel 15 der vorliegenden Satzung zustimmen.

Art. 21. Liquidation. Die Liquidation erfolgt bei Auflösung der Gesellschaft durch einen oder mehrere Liquidator/en, die keine Gesellschafter sein müssen und von den Gesellschaftern ernannt werden, die auch ihre Befugnisse und Bezüge festlegen.

Kapitel VIII. Abschlussprüfung

Art. 22. Wirtschaftsprüfer - Abschlussprüfer. Gemäß Artikel 200 des Gesetzes muss die Gesellschaft nur in den Fällen von einem Abschlussprüfer geprüft werden, wenn die Anzahl der Gesellschafter 25 überschreitet.

Kapitel IX. Anwendbares Recht

Art. 23. Bezugnahme auf die gesetzlichen Bestimmungen. In allen im Rahmen der vorliegenden Satzung nicht ausdrücklich geregelten Angelegenheiten wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen

Übergangsbestimmungen

In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 16 der vorliegenden Satzung beginnt das laufende Geschäftsjahr der Gesellschaft am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Einzahlung

Die beiden vorbezeichneten Gesellschafter Carsten Paris und Ingo Zemke erklären, die einhundertvierundzwanzig (124) Anteile der Gesellschaft zu zeichnen und zahlen diese mit einer Bargeldeinlage.

Die 124 Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

1) Carsten Paris,	
zweiundsechzig Anteile	62
2) Ingo Zemke,	
zweiundsechzig Anteile	62
Total: einhundertvierundzwanzig Anteile	124

Alle einhundertvierundzwanzig (124) von der Gesellschaft ausgegebenen Stammanteile sind gezeichnet worden und die gezeichneten Anteile wurden in bar eingezahlt, so dass die Summe von ZWÖLFTAUSENDVIERHUNDERT EURO (12.400,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

Kostenvoranschlag

Alle Aufwendungen, Kosten, Honorare und Gebühren, die der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde entstehen, werden auf ungefähr eintausendzweihundert Euro geschätzt.

Handelsermächtigung - reglementierte Tätigkeiten

Der Notar informiert die erschienene Partei, welche dieses bestätigt, dass vor Aufnahme einer kommerziellen Tätigkeit oder in dem Falle, dass die Geschäfte der Gesellschaft speziellen gesetzlichen Bestimmungen oder Regulierungen unterliegen, die Gesellschaft zuerst die entsprechenden Lizenzen, Erlaubnisse und Genehmigungen erhalten muss oder alle anderen Bedingungen erfüllt sein müssen, die für diese Geschäfte gegenüber Dritten vorgeschrieben sind.

Beschlüsse der Gesellschafter

Unmittelbar nach der Gründung fassten die Gesellschafter, die das gesamte gezeichnete Stammkapital der Gesellschaft vertreten, folgende Beschlüsse:

- 1) Die Versammlung bestellt für unbestimmte Dauer zu ihrem Geschäftsführer Dr. Ingo Zemke, vorbenannt. Ebenso wird er zum Schriftführer ernannt.
- 2) Der Sitz der Gesellschaft ist 68, avenue de la Liberté L-1930 Luxembourg.

Der unterzeichnete Notar, der englischen Sprache mächtig, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei in deutscher Sprache, gefolgt von der englischen Sprache, aufgesetzt wird, und dass auf Verlangen derselben erschienenen Partei bei Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text die deutsche Fassung maßgebend ist.

Zu Urkunde dessen wurde die vorliegende notarielle Urkunde am eingangs genannten Datum aufgesetzt.

Nach Verlesung der Urkunde hat der Bevollmächtigte der erschienenen Partei zusammen mit uns, dem Notar, die vorstehende Originalurkunde unterzeichnet.

Folgt die englische Übersetzung vorherstehenden Textes:

In the year two thousand fourteen, on the twenty-ninth day of April

Before Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg,

there appeared:

Carsten Paris, born 21.04.1969 with address in Kantorie 124, 45134 Essen, Germany,

Dr. Ingo Zemke, born 04.07.1964 with address in Cronstettenstr. 29, D - 60322 Frankfurt am Main, Germany,

here represented by Ms Flora Gibert, Notary's clerk with professional address in Luxembourg,

by virtue of two powers of attorney, given in Luxembourg, on April 16, 2014.

Said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, as represented, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

Chapter I. Name - Duration - Object - Registered office

Art. 1. Name and Duration. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under Luxembourg law by the name of "ICS Partners I S.à r.l." (hereafter the "Company").

Art. 2. Corporate object. The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

The Company may also act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in Luxembourg-city, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of its shareholder, or in case of plurality shareholders, of the general meeting of shareholders.

It may also be transferred within the municipality of the registered office by decision of the manager(s).

The Company may have offices and branches (whether or not permanent establishments), both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Corporate capital

Art. 4. Capital. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand four hundred Euro (12'400.- EUR), represented by one hundred twenty-four (124) ordinary shares having a par value of one hundred Euro (100.- EUR) per share.

The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the single shareholder or, as the case may be, by decision of the shareholders' meeting deliberating in the same manner provided for amendments to the Articles.

Art. 5. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 6. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares are freely transferable to non-shareholders.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares *inter vivos* to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares *mortis causa* to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.

Art. 7. Redemption of shares. The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the law on commercial companies dated 10th August, 1915, as amended (the "Law"), to acquire shares in its own capital.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders.

Chapter III. Management - Meeting of the board of managers - Representation - Authorized signatories

Art. 8. Management. The Company is administered by one or more managers. In case of plurality of managers, they constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may at any time revoke and replace the manager(s).

The general meeting of shareholders shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each of the managers.

Art. 9. Meeting of the board of managers. Meetings of the board of managers are convened by any member of the board.

The managers will be convened separately to each meeting of the board of managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all the managers, at least eight days' written notice of board meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

The meetings are held at the Company's registered office or any other place in Luxembourg. The exact place, the day and the hour shall be specified in the convening notice.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or by any other suitable telecommunication means of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers are taken by a majority of the votes cast.

In case of urgency, resolutions signed by all managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

Art. 10. Representation - Authorized signatories. In dealing with third parties, the manager(s) shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the Company's objects and with the terms of these articles of association.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the general meeting of shareholders fall within the scope of the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers. In case of singularity of manager, the Company shall be bound by the sole signature of the manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signatures of the members of the board of managers. The shareholders may appoint from among the members of the board of managers one or several general managers who may be granted the powers to bind the Company by their respective sole signature, provided they act within the powers vested in the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his/their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 11. Liability of managers. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the Articles of Association of the Company as well as the applicable provisions of the Law.

The Company indemnifies any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Chapter IV. Secretary

Art. 12. Appointment of a secretary. A secretary may be appointed by a resolution of a meeting of the shareholder(s) of the Company (the "Secretary").

The Secretary, who may or may not be a manager, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the board of managers and, to the extent practical, of the meetings of the shareholder(s), and to keep the records and the minutes of the board of managers and of the meetings of the shareholder(s) and their transactions in a book to be kept for that purpose, and he shall perform like duties for all committees of the board of managers (if any) when required. He shall have the possibility to delegate his powers to one or several persons provided he shall remain responsible for the tasks so delegated.

The Secretary shall have the power and authority to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, vis-à-vis any third parties and to be used as official documents.

Chapter V. General Meetings of the Shareholders

Art. 13. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held annually at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting within six months after the close of the financial year.

Art. 14. Shareholders' voting rights. Each shareholder may participate in general shareholders' meetings irrespective of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Each shareholder may appoint by proxy a representative who need not be a shareholder to represent him at shareholders' meetings.

Art. 15. Quorum - Majority. Resolutions at shareholders' meetings are only validly taken in so far as they are adopted by a majority of shareholders' owning more than half of the Company's share capital.

However, resolutions to amend the Articles of Association and to dissolve and liquidate the Company may only be carried out by a majority in number of shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution, the passing of resolutions in writing on one or several counterparts in lieu of general meetings shall have the force of a resolution passed at a general meeting of shareholders.

The sole shareholder exercises the powers of the general meeting.

The decisions of the sole shareholder which are taken in the scope of the above paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Any reference to shareholders' meeting shall mutatis mutandis refer to a resolution passed in writing in the above form.

Chapter VI. Financial year - Financial statements - Profit sharing

Art. 16. Financial year. The Company's accounting year begins on January first and ends on December thirty-first of the same year.

Art. 17. Financial statements. Each year the books are closed and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares a balance sheet and profit and loss accounts.

Art. 18. Inspection of documents. Each shareholder may inspect the above balance sheet and profit and loss accounts at the Company's registered office.

Art. 19. Appropriation of profits - Reserves. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. The general meeting of shareholders shall, subject to applicable law, have power to make payable one or more interim dividends.

Chapter VII. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. The insolvency or bankruptcy or any other similar procedure of the shareholder(s) will not cause the dissolution of the Company. The shareholders must agree, in accordance with paragraph 2 of Article 15 of these Articles of Association, to the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 21. Liquidation. At the time of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, whether shareholder(s) or not, appointed by the shareholder(s) who will determine their powers and remuneration.

Chapter VIII. Audit

Art. 22. Statutory Auditor - External Auditor. In accordance with article 200 of the Law, the Company need only be audited by a statutory auditor if it has more than 25 shareholders.

Chapter IX. Governing law

Art. 23. Reference to Legal Provisions. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Transitory Provisions

By way of derogation article 16 of the present Articles of Association, the Company's current accounting year is to run from the day of its incorporation to 31 December 2014.

Subscriptions and payments

Both aforementioned shareholders Carsten Paris und Ingo Zemke declare to subscribe all one hundred twenty-four (124) shares and to pay them by a contribution in cash of twelve thousand four hundred Euro (EUR 12,400).

The 124 shares have been subscribed as follows:

1) Carsten Paris, sixty-two shares	62
2) Ingo Zemke, sixty-two shares	62
Total: one hundred twenty-four shares	124

All the shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of TWELVE THOUSAND FOUR HUNDRED EURO (12,400.- EUR) as contribution to the nominal share capital is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who hereby witnesses the existence of the above in respect of the Law.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand two hundred euro.

Trading license - regulated activities

The notary informed the appearing party, which especially acknowledges, that before performing any commercial activity or in the event that the Company is subject to a special law and regulation in relation to its business, the Company must first obtain the relevant license, permit and authorization or meet all other requirements for allowing the business and activity of the Company vis-à-vis any third parties.

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the Shareholders of the Company, representing the entire subscribed capital, have passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 68, avenue de la Liberté L-1930 Luxembourg;
2. Has been elected as manager of the Company as well as Secretary for an undetermined term Dr. Ingo Zemke, pre-named.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in German, followed by a English version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the German and the English text, the German version will be prevailing.

Whereof the present present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, the proxy holder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 30 avril 2014. Relation: LAC/2014/20216. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2014065871/422.

(140076381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Harlan Euro Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 131.783.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014065846/10.

(140076758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Summit Partners SFB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 26.000,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.
R.C.S. Luxembourg B 111.798.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014064561/10.

(140074998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Shiplux X S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 112.209.

Extrait des Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 mai 2014

M. Michel JADOT, M. Kristof WUYTACK et M. Jozef ADRIAENS sont renommés administrateurs.
BDO AUDIT S.A., Réviseur d'entreprises agréé, est renommée Réviseur aux comptes.
Tous les mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2015.
Michel JADOT, administrateur, a comme nouvelle adresse: 16, rue Notre Dame L-2240 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Michel Jadot / Jozef Adriaens

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014064540/15.

(140075055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

CDP ESCF Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 186.838.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of April,
Before Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Appeared the following:

CDP ESCF Holding S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 296-298, route de Longwy, L-1940 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), in course of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register,

represented by Mrs Lou Venturin, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, represented as above stated, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which it declares to establish as follows:

Chapter I. Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There is hereby established among the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the "Articles").

The Company exists under the name of "CDP ESCF Investment S.à r.l.".

Art. 2. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to change the address of the Company's registered office inside the municipality of the Company's registered office.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

In the event that in the view of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Corporate Object. The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

This includes, but is not limited to, investment in, acquirement of, disposal of, granting or issuing (without a public offer) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including, but not limited to, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, and obligations (including but not limited to synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. Share capital, Shares

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. All the shares will be and remain in registered form.

When the Company is composed of a sole shareholder, the sole shareholder may freely transfer its/her/his shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely only amongst shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

The transfer of shares shall take place by notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the relevant share until that common representative has been appointed.

Art. 7. Increase and Reduction of the Share Capital. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the Law for any amendment of these Articles.

Chapter III. Management, Board of managers, Auditors

Art. 8. Management. The Company shall be managed by one or several managers, whether shareholders or not (the "Manager(s)"). If several Managers have been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be reelected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers.

Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

Art. 9. Meetings of the Board of Managers. If the Company is composed of one sole Manager, the latter will exercise the power granted by the Law to the Board of Managers.

The Board of Managers will appoint a chairman (the "Chairman") from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet upon notice given by the Chairman or upon request of any Manager. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In her/his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

The notice may be waived by unanimous written consent by all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place indicated in the notice.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting. In case of a tied vote, the Chairman has a casting vote.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Managers. The minutes of the meeting of the Board of Managers or, as the case may be, of the written decisions of the sole Manager, shall be drawn up and signed by all Managers present at the meeting or, as the case may be, by the sole Manager. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts thereof shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Art. 11. General Powers of the Managers. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of administrative or disposal

nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

Art. 12. Delegation of Powers. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may confer certain powers and/or special mandates to any member(s) of the Board of Managers or to any other person(s), who need not be a Manager or a Shareholder of the Company, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall determine.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

Art. 13. Representation of the Company. In case only one Manager have been appointed, the Company will be bound toward third parties by the sole signature of that Manager as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Manager has delegated such signatory power, within the limits of such power.

In case the Company be managed by a Board of Managers, subject to the following, the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two Managers as well as by the joint signatures or single signature of any person (s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Notwithstanding the above, if the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed one or several Class A Managers and one or several Class B Managers, the Company will be bound towards third parties only by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager, as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of said other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, who serves as a duly authorised representative of any other company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not for that sole reason, be automatically prevented from considering and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager has any personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, s/he shall inform the Board of Managers of any such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction. Any such transaction and such Manager's interest therein shall be reported to the sole shareholder or, as the case may be, to the next general meeting of shareholders. When the Company is composed of a sole Manager, any transaction to which the Company shall become a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, and in which the sole Manager has a personal interest which is conflicting with the Company's interest therein, the relevant transaction shall be approved by the sole shareholder.

Art. 15. Indemnification. The Company shall indemnify any Manager and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or procedure to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which he be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights which the relevant person may be entitled to.

Art. 16. Audit. Except if the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Law, the supervision of the operations of the Company may be, and shall be, if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of statutory auditors, if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor and the duration of their mandate. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Chapter IV. Meetings of shareholders

Art. 17. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the first Monday of June of each year, at 10 a.m.

If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 18. Other General Meetings of Shareholders. The shareholders may hold general meetings of shareholders to be convened in compliance with the Law by the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, general meetings of shareholders are not compulsory and the shareholders may cast their vote on the proposed resolutions in writing.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if, in the discretionary opinion of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, circumstances of force majeure so require.

Art. 19. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the powers vested to it by the Law and by these Articles.

Art. 20. Procedure, Vote. The general meeting of shareholders will meet upon notice given by the Manager or, as the case may be, by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company made in compliance with the Law and the present Articles.

The notice shall be sent to the shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by fax another person as her/his proxy who need not be a shareholder.

One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman of the Board of Managers or, in his absence, by any other person appointed by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall appoint one or several scrutineer(s).

The chairman of the general meeting of shareholders together with the secretary and the scrutineer(s) so appointed, form the bureau of the general meeting.

An attendance list indicating the name of the shareholders, the number of shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the bureau of the general meeting of the shareholders or, as the case may be, their representatives.

One vote is attached to each share, except otherwise provided for by the Law.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, any amendment to the present Articles shall be approved by shareholders (i) being a majority of the shareholders in number and (ii) representing three-quarters of the corporate capital.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than half of the share capital of the Company. In case the quorum is not reached at the first meeting, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

Art. 21. Minutes of Shareholders. Resolutions Minutes of the written decisions of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meetings of shareholders shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, by the bureau of the meeting.

Copies or extracts of the minutes of the resolutions passed by sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December every year.

Art. 23. Approval of Annual Accounts. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, shall draw up the annual accounts of the Company in accordance with the Law and submit them, if applicable, to the auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or his representative may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the Law.

Art. 24. Allocation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. It/s/he may decide to use the whole or part of the remainder to existing losses, if any, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

Art. 25. Interim Dividends. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation of the company

Art. 26. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided for by the Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Chapter VII. Applicable law

Art. 27. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable Law.

Subscription and Payment

The Articles having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed to and has fully paid in cash the entirety of the twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions set forth in article 183 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

Transitory Provision

The first financial year will begin on the present date and will end on 31 December 2014.

Extraordinary general meeting

The above mentioned shareholder(s), representing the entire subscribed capital, immediately passed the following resolutions:

1. Resolved to set at 3 the number of Managers and further resolved to appoint the following as Managers for an unlimited period:

Class A Manager:

- Mr. Richard Munn, born in Ware (United-Kingdom) on 31 July 1958, with professional address at 83, Pall Mall, 6th Floor, SW1Y 5ES London (United Kingdom); and

Class B Managers:

- Mr. Jean-Claude Lucius, born in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) on 13 December 1966, with professional address at 121, avenue de la Faiënerie, L-1511 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg); and

- Mr. Jean-Philippe Mersy, born in Villerupt (France) on 20 April 1971, with professional address at 121, avenue de la Faiënerie, L-1511 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

2. Resolved that the registered office shall be at 296-298, route de Longwy, L-1940 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that on request of the above persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente avril,

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

CDP ESCF Holding S.à r.l., une société établie sous les lois de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), ayant au siège social au 296-298, route de Longwy, L-1940 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en cours d'enregistrement auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

représentée par Mme Lou Venturin, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration, qui après avoir été paraphée et signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Lequel comparant, représenté comme décrit ci-dessus, a requis le notaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination sociale, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination Sociale. Il est formé par le(s) souscripteur(s) et toutes les personnes qui pourraient devenir détenteurs des parts sociales émises ci-après, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

La Société adopte la dénomination "CDP ESCF Investment S.à r.l."

Art. 2. Siège Social. Le siège social est établi à Luxembourg Ville. Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance, est autorisé à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la ville mentionnée ci-dessus.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance.

Au cas où le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatives à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital social, Parts sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale sera et restera sous forme nominale.

Lorsque la Société est composée d'un associé unique, l'associé unique peut transmettre ses parts librement.

Si la Société est composée de plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles uniquement entre associés. Dans cette situation, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être documentée dans un acte notarié ou sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été correctement signifiées à la Société ou acceptées par la Société conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun nommé ou non parmi eux. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la part sociale concernée et ce jusqu'à la nomination d'un mandataire commun.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Social Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

Chapitre III. Gérance, Commissaires aux comptes

Art. 8. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) "Gérant(s)"). Si plusieurs Gérants ont été nommés, les Gérants vont constituer un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

Le(s) Gérant(s) est/sont nommé(s) par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui fixe leur nombre, leur rémunération et le caractère limité ou illimité de leur mandat. Le(s) Gérant(s) restera/resteront en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) à la fin de leur mandat et peut/peuvent être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut décider de qualifier les Gérants nommés en Gérant de Catégorie A et en Gérants de Catégorie B.

Le(s) Gérant(s) ne révélera/révéleront pas, même après le terme de leur mandat, les informations concernant la Société à leur disposition, dont la révélation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle révélation est obligatoire par la loi.

Art. 9. Réunions du Conseil de Gérance. Si la Société est composée d'un seul Gérant, ce dernier exerce le pouvoir octroyé par la Loi au Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, sauf qu'en son absence, le Conseil de Gérance désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants avec un préavis d'au moins vingt-quatre heures. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant donné à la réunion ou autrement. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire.

Le quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants en fonction.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion. En cas de parité des votes, le Président a une voix prépondérante.

Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite par voie circulaire signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

Art. 10. Procès-verbaux du Conseil de Gérance. Les procès-verbaux de la réunion du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, les décisions écrites du Gérant Unique, doivent être établies par écrit et signées par tous les Gérants présents ou représentés ou le cas échéant, par le Gérant unique de la Société. Toutes les procurations seront annexées.

Les copies ou les extraits de celles-ci doivent être certifiées par le gérant unique ou le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, par deux Gérants.

Art. 11. Pouvoirs des Gérants. Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs. Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Gérants ou Associés de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs applicables au Conseil de Gérance ou, le cas échéant, déterminés par le Conseil de Gérance.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

Art. 13. Représentation de la Société. En cas de nomination d'un Gérant unique, la société sera engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle de ce gérant, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute personne à qui le Gérant a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Dans le cas où la Société est gérée par un conseil de gérance et sous réserve de ce qui suit, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux gérants ainsi que par la signature unique de toute personne à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas où l'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés ont nommé un ou plusieurs Gérants de catégorie A et un ou plusieurs Gérants de catégorie B, la Société sera liée vis-à-vis des tiers uniquement par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute(s) personne(s) à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, comprenant mais non limité à tout Gérant, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Gérant qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou un fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil de Gérance (s'il existe) et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'associé unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des associés. Lorsque la Société est composée d'un seul Gérant, toute transaction à laquelle la Société devient partie, autres que les transactions tombant dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, et dans laquelle le Gérant unique a un intérêt personnel qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, la transaction concernée doit être approuvée par l'associé unique.

Art. 15. Indemnisation. La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu

être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associé ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il est finalement déclaré dans de telles actions, procès et procédures responsable de grosse négligence ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités doivent être accordées uniquement dans les matières en relation avec le règlement amiable du conflit pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne indemnisée n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

Art. 16. Révision des comptes. Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations de la Loi, les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés.

Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat. Les auditeurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Assemblée générale des associés

Art. 17. Assemblée Générale des Associés. L'assemblée générale annuelle qui doit être tenue uniquement si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue au siège social de la société ou à un autre endroit tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée le premier lundi du mois de juin de chaque année, à 10 heures.

Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. Autres Assemblée Générale des Associés. Les assemblées générales des associés se réunissent en conformité avec la Loi sur convocation des Gérants ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement du/des commissaire (s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les assemblées générales des associés ne sont pas obligatoires et les associés peuvent voter par écrit sur les résolutions proposées.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

L'assemblée générale des associés a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

Art. 20. Procédure, Vote. L'assemblée générale des associés se réunit en conformité avec la Loi et les présents Statuts sur convocation du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement, du commissaire aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

La convocation sera envoyée aux associés au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Un ou plusieurs associés peuvent participer à une assemblée par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à l'assemblée.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés doit être présidée par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.

Le président de l'assemblée générale des associés doit nommer un secrétaire.

L'assemblée générale des associés doit nommer un ou plusieurs scrutateurs.

Le président de l'assemblée générale des associés ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.

Une liste de présence indiquant le nom des associés, le nombre de parts sociales détenues par eux et, si possible, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, leurs représentants.

Un vote est attaché à chaque part sociale, sauf prévu autrement par la Loi.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou par des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des associés (i) représentant une majorité des associés en nombre et (ii) représentant les trois-quarts du capital social.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un tel quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.

Art. 21. Procès-verbaux des résolutions des associés. Les procès-verbaux des décisions écrites de l'associé unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des associés doivent être établies par écrit et signée par le seul associé ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés doivent être certifiées par le Gérant unique ou, le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 23. Approbation des Comptes Annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet, le cas échéant, au commissaire aux comptes ou, le cas échéant, au réviseur d'entreprises indépendant, pour révision et à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

Art. 24. Affectation des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Art. 25. Dividendes Intérimaires. Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, sous condition que des comptes intérimaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 26. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés qui termineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, toutes les taxes et frais de liquidation compris, l'actif net restant sera reparti équitablement entre tous les associés au prorata du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 27. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

Souscription et paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, elle a souscrit au douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune et les a intégralement libérées en espèces:

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille euros (1.000,- EUR).

Disposition transitoire

La première année sociale commencera ce jour et finira le 31 décembre 2014.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé précité, représentant tout le capital souscrit, a tout de suite adopté les résolutions suivantes:

1) Fixation du nombre de Gérants à trois (3) et nomination des Gérants suivants pour une durée illimitée

Gérant de catégorie A:

- M. Richard Munn, né à Ware, Hertfordshire, Angleterre le 31 Juillet 1958, ayant son adresse professionnelle au 83, Pall Mall, SW1Y5ES Londres, Royaume Uni;

Gérants de catégorie B:

- M. Jean-Claude Lucius, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) le 13 décembre 1966, demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg); and

- Mr. Jean-Philippe Mersy, né à Villerupt (France) on 20 avril 1971, demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2) Fixation du siège social de la Société à 296-298, route de Longwy, L-1940 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg)

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Venturin, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 mai 2014. Relation: LAC/2014/20689. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014065666/597.

(140076742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

Blue Gem Luxembourg 1A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.950,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.044.

In the year two thousand and fourteen, the tenth of April.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Blue Gem Luxembourg 1A S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 128044 and having a share capital of thirteen thousand seven hundred and fifty euros (EUR 13,750) (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 18 April 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°1398 on 9 July 2007. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time on 14 May 2007, pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary then residing in Remich, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°2029 on 19 September 2007.

There appeared:

1) F&C European Capital Partners II LP, a Scottish limited partnership, having its principal place of business at 80 George Street, Edinburgh, EH2 3BU, Scotland and registered with the Registrar of Limited Partnerships for Scotland under number SL12489 (F&C),

hereby represented by Régis Galiotto, notary's clerk residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

2) GGG SpA, a public company limited by shares (Società per azioni) governed by the laws of Italy, having its registered office at 26, Via Europa, 46047 Porto Mantovano, Italy and registered with the register of companies of Mantova under number 930047900209 (GGG),

hereby represented by Régis Galiotto, notary's clerk residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

3) ANGELINI PARTECIPAZIONI FINANZIARIE SRL, a private limited liability company (società a responsabilità limitata) governed by the laws of Italy, having its registered office at 75, Via Nocera Umbra, 00181 Roma, Italy and registered with the register of companies under number 00515840254 (Angelini),

hereby represented by Régis Galiotto, notary's clerk residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

4) LAMSE SPA, a public company limited by shares (Società per azioni) governed by the laws of Italy, having its registered office at CLN25, Piazza, 10121 Turin, Italy and registered with the register of companies under number 09564930015 (Lamse),

hereby represented by Régis Galiotto, notary's clerk residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties have requested the undersigned notary to enact the following:

I. The appearing parties hold all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;

2. Decrease of the share capital of the Company by an amount of two thousand five hundred euros (EUR 2,500) in order to bring it from its current amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euros (EUR 13,750) to the amount of eleven thousand two hundred and fifty euros (EUR 11,250) by way of the redemption and immediate cancellation of one hundred (100) shares having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each, held by F&C;

3. Payment of the redeemed shares by the Company to F&C in kind;

4. Increase of the share capital of the Company by an amount of two thousand seven hundred euros (EUR 2,700) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of eleven thousand two hundred and fifty euros (EUR 11,250) to thirteen thousand nine hundred and fifty euros (EUR 13,950), by way of the issue of one hundred and eight (108) new shares of the Company having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each;

5. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 4. above by way of a contribution in kind of receivables held by Lamse, GGG and Angelini against the Company;

6. Amendment of article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the above changes;

7. Amendment of the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting individually, to proceed on the behalf of the Company to the registration of the redemption, cancellation and the issue of shares; and

8. Miscellaneous.

III. The appearing parties have taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to decrease the share capital of the Company by an amount of two thousand five hundred euros (EUR 2,500) in order to bring it from its current amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euros (EUR 13,750) to the amount of eleven thousand two hundred and fifty euros (EUR 11,250) by way of the redemption and immediate cancellation of one hundred (100) shares having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each, held by F&C with a repayment in kind to F&C.

Third resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of two thousand seven hundred euros (EUR 2,700) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of eleven thousand two hundred and fifty euros (EUR 11,250) to thirteen thousand nine hundred and fifty euros (EUR 13,950), by way of the issue of one hundred and eight (108) new shares of the Company having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each.

Fourth resolution

The Meeting resolves to accept and record the following subscriptions to and full payments of the share capital increase as follows:

Subscriptions - Payments

1. GGG declares to subscribe for forty-eight (48) newly issued shares, having a par value of twenty-five euros (EUR 25) each, and fully pays them by way of a contribution in kind consisting of a receivable in an amount of one thousand two hundred euros (EUR 1,200) (the Receivable I) that GGG has against the Company.

The contribution in kind of the Receivable I to the Company is entirely allocated to the share capital account of the Company.

The valuation of the contribution in kind of the Receivable I is evidenced by inter alia, (i) the balance sheet of the Company dated 26 March 2014 and signed for approval by the management of the Company (the Balance Sheet) and (ii) a contribution certificate issued on the date hereof by the management of GGG and countersigned by the management of the Company (Certificate I).

The Certificate I states in essence that:

“- the Receivable I contributed by GGG to the Company is shown on the attached balance sheet as per 26 March 2014 (the Balance Sheet);

- GGG is the sole owner of the Receivable I, is solely entitled to the Receivable I and possesses the power to dispose of the Receivable I;

- the Receivable I is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);

- based on Luxembourg generally accepted accounting principles, the Receivable I contributed to the Company per the attached Balance Sheet is valued at one thousand two hundred euros (EUR 1,200) and since the Balance Sheet, no material changes have occurred which would have depreciated the value of the contribution made to the Company;

- the Receivable I contributed to the Company is freely transferable by GGG to the Company and is not subject to any restrictions or encumbered with any pledge or lien limiting its transferability or reducing its value; and

- all formalities to transfer the legal ownership of the Receivable I contributed to the Company have been or will be accomplished by GGG and upon the contribution of the Receivable I by GGG to the Company, the Company will become the full owner of the Receivable I, which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code.”

2. Angelini declares to subscribe for twenty-four (24) newly issued shares, having a par value of twenty-five euros (EUR 25) each, and fully pays them by way of a contribution in kind consisting of a receivable in an amount of six hundred euros (EUR 600) (the Receivable II) that Angelini has against the Company.

The contribution in kind of the Receivable II to the Company is entirely allocated to the share capital account of the Company.

The valuation of the contribution in kind of the Receivable II is evidenced by inter alia, (i) the Balance Sheet and (ii) a contribution certificate issued on the date hereof by the management of Angelini and countersigned by the management of the Company (Certificate II).

The Certificate II states in essence that:

“- the Receivable II contributed by Angelini to the Company is shown on the attached balance sheet as per 26 March 2014 (the Balance Sheet);

- Angelini is the sole owner of the Receivable II, is solely entitled to the Receivable II and possesses the power to dispose of the Receivable II;

- the Receivable II is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);

- based on Luxembourg generally accepted accounting principles, the Receivable II contributed to the Company per the attached Balance Sheet is valued at six hundred euros (EUR 600) and since the Balance Sheet, no material changes have occurred which would have depreciated the value of the contribution made to the Company;

- the Receivable II contributed to the Company is freely transferable by Angelini to the Company and is not subject to any restrictions or encumbered with any pledge or lien limiting its transferability or reducing its value; and

- all formalities to transfer the legal ownership of the Receivable II contributed to the Company have been or will be accomplished by Angelini and upon the contribution of the Receivable II by Angelini to the Company, the Company will become the full owner of the Receivable II, which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code.”

3. Lamse declares to subscribe for thirty-six (36) newly issued shares, having a par value of twenty-five euros (EUR 25) each, and fully pays them by way of a contribution in kind consisting of a receivable in an amount of nine hundred euros (EUR 900) (the Receivable III) that Lamse has against the Company.

The contribution in kind of the Receivable III to the Company is entirely allocated to the share capital account of the Company.

The valuation of the contribution in kind of the Receivable III is evidenced by inter alia, (i) the Balance Sheet and (ii) a contribution certificate issued on the date hereof by the management of Lamse and countersigned by the management of the Company (Certificate III).

The Certificate III states in essence that:

“- the Receivable III contributed by Lamse to the Company is shown on the attached balance sheet as per 26 March 2014 (the Balance Sheet);

- Lamse is the sole owner of the Receivable III, is solely entitled to the Receivable III and possesses the power to dispose of the Receivable III;

- the Receivable III is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquid and exigible);

- based on Luxembourg generally accepted accounting principles, the Receivable III contributed to the Company per the attached Balance Sheet is valued at nine hundred euros (EUR 900) and since the Balance Sheet, no material changes have occurred which would have depreciated the value of the contribution made to the Company;

- the Receivable III is a proportion of the total receivables that Lamse has against the Company;

- the Receivable III contributed to the Company is freely transferable by Lamse to the Company and is not subject to any restrictions or encumbered with any pledge or lien limiting its transferability or reducing its value; and

- all formalities to transfer the legal ownership of the Receivable III contributed to the Company have been or will be accomplished by Lamse and upon the contribution of the Receivable III by Lamse to the Company, the Company will become the full owner of the Receivable III, which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code.”

The Certificate I, the Certificate II, the Certificate III and the Balance Sheet, after signature *ne varietur* by the proxy-holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

Fifth resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Meeting resolves to amend article 5.1 of the Articles, which will henceforth read as follows:

“The corporate capital of the Company is fixed at thirteen thousand nine hundred and fifty euros (EUR 13,950) represented by five hundred fifty-eight (558) ordinary shares (the Shares), having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each.”

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting individually, to proceed on the behalf of the Company to the registration of the redemption, cancellation and the issue of shares in the register of shareholders of the Company.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix avril,

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Blue Gem Luxembourg 1A S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg dont le siège social se situe 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128044 et disposant d'un capital social de treize mille sept cent cinquante euros (EUR 13.750) (la Société). La Société a été constituée le 18 avril 2007 suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 9 juillet 2007, numéro 1398. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois

suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire alors de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg le 14 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 19 septembre 2007 numéro 2029.

ONT COMPARU:

1. F&C European Capital Partners II LP, une société en commandite simple écossaise dont le siège social se situe 80 George Street, Edimbourg, EH2 3BU, Ecosse et immatriculée au Registrar of Limited Partnerships for Scotland sous le numéro SL12489 (F&C),

représentée par Régis Galiotto, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

2. GGG SpA, une société anonyme (Società per azioni) constituée selon les lois italiennes, dont le siège social se situe Via Europa 26, 46047 Porto Mantovano, Italie, immatriculée au registre des sociétés de Mantova, sous le numéro 930047900209 (GGG),

représentée par Régis Galiotto, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

3. ANGELINI PARTECIPAZIONI FINANZIARIE Srl, une société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata) constituée selon les lois italiennes dont le siège social se situe Via Nocera Umbra 75, 00181 Rome, Italie, immatriculée au registre des sociétés sous le numéro 00515840254 (Angelini),

représentée par Régis Galiotto, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

4. LAMSE SPA, une société anonyme (Società per azioni) constituée selon les lois italiennes, dont le siège social se situe CLN25, Piazza, 10121 Turin, Italie et immatriculée au registres des sociétés sous le numéro 09564930015 (Lamse),

représentée par Régis Galiotto, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après signature ne varietur par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les parties comparantes détiennent toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

1. Renonciation aux convocations;

2. Réduction du capital social de la Société d'un montant de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500) afin de le porter de son montant actuel de treize mille sept cent cinquante euros (EUR 13.750) au montant de onze mille deux cent cinquante euros (EUR 11.250) par le rachat et l'annulation immédiate de cent (100) parts sociales d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, détenues par F&C;

3. Paiement des parts sociales rachetées par la Société à F&C en nature;

4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de deux mille sept cents euros (EUR 2.700) pour le porter de son montant actuel de onze mille deux cent cinquante euros (EUR 11.250), à treize mille neuf cent cinquante euros (EUR 13.950) par l'émission de cent huit (108) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune;

5. Souscription et libération de l'augmentation du capital social mentionnée au point 4 ci-dessus par un apport en nature de créances détenues par Lamse, GGG et Angelini vis-à-vis de la Société;

6. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter les changements ci-dessus;

7. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription du rachat, de l'annulation et de l'émission des parts sociales; et

8. Divers.

III. Les parties comparantes ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représenté à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les associés représentés se considérant eux-mêmes comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500) afin de le porter de son montant actuel de treize mille sept cent cinquante euros (EUR 13.750) au montant de onze mille deux cent cinquante euros (EUR 11.250) par le rachat et l'annulation immédiate de cent (100) parts sociales souscrites d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, détenues par F&C avec un remboursement en nature à F&C.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux mille sept cents euros (EUR 2.700) pour le porter de son montant actuel de onze mille deux cent cinquante euros (EUR 11.250), à treize mille neuf cent cinquante euros (EUR 13.950) par l'émission de cent huit (108) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer les souscriptions et libérations intégrales de l'augmentation de capital social comme suit:

Souscriptions - Libérations

1. GGG déclare souscrire à quarante-huit (48) nouvelles parts sociales de la Société d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune et les libère intégralement par un apport en nature qui se compose d'une créance d'un montant de mille deux cents euros (EUR 1.200) (la Créance I) que GGG a envers la Société.

L'apport en nature de la Créance I est entièrement affecté au compte de capital social de la Société.

La valeur de l'apport en nature de la Créance I est documentée par entre autres (i) le bilan de la Société daté du 26 mars 2014 et signé pour accord par la gérance de la Société (le Bilan) et (ii) un certificat d'apport émis à la date des présentes par l'administration de GGG et contresigné par la gérance de la Société (le Certificat I).

Il ressort du Certificat I que:

- «- La Créance I apportée par GGG à la Société est indiquée sur le bilan au 26 mars 2014 annexé (le Bilan);
- GGG est le propriétaire de la Créance I, le seul titulaire de la Créance I, et peut librement disposer de la Créance I;
- la Créance I est certaine, liquide et exigible en date due sans pénalité aucune;
- se basant sur des principes comptables généralement acceptés, la Créance I apportée à la Société conformément au Bilan annexé est d'une valeur d'au moins mille deux cents euros (EUR 1.200) et, depuis le Bilan, aucun changement matériel qui aurait déprécié l'apport fait à la Société n'a eu lieu;
- la Créance I apportée à la Société est librement cessible par GGG à la Société et n'est grevée d'aucune restriction, nantissement ou sûreté limitant sa cessibilité ou réduisant sa valeur; et
- toutes les formalités requises consécutives à la cession de la Créance I apportée à la Société ont été ou seront effectuées par GGG et, suite à l'apport de la Créance I par GGG à la Société, la Créance I s'éteindra par voie de confusion conformément à l'article 1300 du Code Civil Luxembourgeois.»

2. Angelini déclare souscrire à vingt-quatre (24) nouvelles parts sociales de la Société d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune et les libère intégralement par un apport en nature qui se compose d'une créance d'un montant de six cents euros (EUR 600) (la Créance II) qu'Angelini a envers la Société.

L'apport en nature de la Créance II est entièrement affecté au compte de capital social de la Société.

La valeur de l'apport en nature de la Créance II est documentée par entre autres (i) le Bilan et (ii) un certificat d'apport émis à la date des présentes par la gérance d'Angelini et contresigné par la gérance de la Société (le Certificat II).

Il ressort du Certificat II que:

- «- La Créance II apportée par Angelini à la Société est indiquée sur le bilan au 26 mars 2014 annexé (le Bilan);
- Angelini est le propriétaire de la Créance II, le seul titulaire de la Créance II, et peut librement disposer de la Créance II;
- la Créance II est certaine, liquide et exigible en date due sans pénalité aucune;
- se basant sur des principes comptables généralement acceptés, la Créance II apportée à la Société conformément au Bilan annexé est d'une valeur d'au moins six cents euros (EUR 600) et, depuis le Bilan, aucun changement matériel qui aurait déprécié l'apport fait à la Société n'a eu lieu;
- la Créance II apportée à la Société est librement cessible par Angelini à la Société et n'est grevée d'aucune restriction, nantissement ou sûreté limitant sa cessibilité ou réduisant sa valeur; et
- toutes les formalités requises consécutives à la cession de la Créance II apportée à la Société ont été ou seront effectuées par Angelini et, suite à l'apport de la Créance II par Angelini à la Société, la Créance II s'éteindra par voie de confusion conformément à l'article 1300 du Code Civil Luxembourgeois.»

3. Lamse déclare souscrire à trente-six (36) nouvelles parts sociales de la Société d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune et les libère intégralement par un apport en nature qui se compose d'une créance d'un montant de neuf cents euros (EUR 900) (la Créance III) que Lamse a envers la Société.

L'apport en nature de la Créance III est entièrement affecté au compte de capital social de la Société.

La valeur de l'apport en nature de la Créance III est documentée par entre autres (i) le Bilan et (ii) un certificat d'apport émis à la date des présentes par l'administration de Lamse et contresigné par la gérance de la Société (le Certificat III).

Il ressort du Certificat III que:

- «- La Créance III apportée par Lamse à la Société est indiquée sur le bilan au 26 mars 2014 annexé (le Bilan);
- Lamse est le propriétaire de la Créance III, le seul titulaire de la Créance III, et peut librement disposer de la Créance III;
 - la Créance III est certaine, liquide et exigible en date due sans pénalité aucune;
 - se basant sur des principes comptables généralement acceptés, la Créance III apportée à la Société conformément au Bilan annexé est d'une valeur d'au moins neuf cents euros (EUR 900) et, depuis le Bilan, aucun changement matériel qui aurait déprécié l'apport fait à la Société n'a eu lieu;
 - la Créance III est une partie de l'ensemble des créances que Lamse a envers la Société;
 - la Créance III apportée à la Société est librement cessible par Lamse à la Société et n'est grevée d'aucune restriction, nantissement ou sûreté limitant sa cessibilité ou réduisant sa valeur; et
 - toutes les formalités requises consécutives à la cession de la Créance III apportée à la Société ont été ou seront effectuées par Lamse et, suite à l'apport de la Créance III par Lamse à la Société, la Créance III s'éteindra par voie de confusion conformément à l'article 1300 du Code Civil Luxembourgeois.»

Le Certificat I, le Certificat II, le Certificat III et le Bilan, après avoir été signés ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5.1. des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social de la Société est fixé à treize mille neuf cent cinquante euros (EUR 13.950) représenté par cinq cent cinquante-huit (558) parts sociales 14 ordinaires (Les Parts Sociales) ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.»

Sixième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription du rachat, de l'annulation et l'émission de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, incombant à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ mille cinq cents Euros (EUR 1.500.-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document a été lu au mandataire des parties comparantes qui a signé avec le notaire instrumentant le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 avril 2014. Relation: LAC/2014/18273. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014065603/338.

(140076989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2014.

The 21st Century Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 80.520.

Le Rapport Annuel Révisé au 31 Décembre 2013 et la distribution des dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2014.

Référence de publication: 2014064600/11.

(140074908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Ropoto S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 56, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 160.292.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-1520 Luxembourg, le 08 mai 2014.

Monsieur Bletsogiannis Georgios

Gérant

Référence de publication: 2014064495/12.

(140074707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Phoenix A2 - Prinzenallee, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 108.713.

DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of May.

Before Us, Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

PHOENIX HOLDCO I S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey, registered with the Luxembourg register of commerce and companies ("registre de commerce et des sociétés") under number B 152.589 (the "Sole Shareholder"),

here represented by:

Maître Patrick CHANTRAIN, lawyer, residing professionally in L-2763 Luxembourg, 31-33, rue Ste Zithe,

by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as here above stated, had requested the undersigned notary to enact the following:

I.- The Sole Shareholder is the sole shareholder of Phoenix A2 - Prinzenallee, a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office in L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey, registered with the Luxembourg register of commerce and companies ("registre de commerce et des sociétés") under the number B 108713 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, dated 17 June 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1130 dated 2 November 2005. The articles of incorporation of the Company have not been amended.

II.- The Company's corporate capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro), represented by 500 (five hundred) shares of EUR 25.- (twenty-five Euro) each, all subscribed and fully paid-up.

All 500 (five hundred) shares are owned by the Sole Shareholder, prenamed.

The Sole Shareholder, represented as here above stated, acting in its capacity as sole shareholder of the Company, then takes the following resolutions:

- The Sole Shareholder, representing the whole Company's corporate capital, declares that the Company has discontinued all its activities, and decides to dissolve and to liquidate the Company with immediate effect.

- The Sole Shareholder, acting in its capacity as liquidator of the Company, declares that the liquidation of the Company has been done in accordance with the rights of any interested party, that it will take over all the assets and liabilities of the Company and that it will pay all liabilities of the Company, even if unknown at present.

- Full and entire discharge is granted to the managers of the Company for the performance of their assignment.

- All books and documents of the Company will be kept for the legal duration of five (5) years at the Company's registered office, in L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey.

III.- The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately thousand euros (1,000 Euros).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, known to the notary, by surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le sixième jour de mai

Pardevant Nous, Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

PHOENIX HOLDCO I S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.589 («l'Associée Unique»),

ici représentée par:

Maître Patrick CHANTRAIN, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 31-33, rue Ste Zithe,

en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée ainsi qu'il a été dit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'Associée Unique est l'associée unique de Phoenix A2 - Prinzenallee, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108713 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 17 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1130 du 2 novembre 2005. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés.

II.- Le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales de EUR 25,- (vingt-cinq euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Toutes les 500 (cinq cents) parts sociales sont détenues par l'Associée Unique, préqualifiée.

L'Associée Unique, représentée ainsi qu'il a été dit ci-avant, agissant en sa qualité d'associée unique de la Société, a pris ensuite les décisions suivantes:

- L'Associée Unique, représentant l'intégralité du capital social de la Société, déclare que la Société a arrêté ses activités et décide de dissoudre et de liquider la société avec effet immédiat.

- L'Associée Unique, agissant en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que la liquidation de la Société a été réalisée en respectant les droits de toute partie intéressée, qu'elle s'engage à reprendre tous les éléments d'actifs et de passifs de la Société, et qu'elle s'engage à payer toutes les dettes de la Société, même inconnues à l'instant.

- Décharge pleine et entière est donnée aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat.

- Les livres et documents de la Société seront conservés pendant la durée légale de cinq (5) ans au siège de la Société, à L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey.

III.- Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à la somme de mille euros (1.000.- euros).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par la présente qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de différences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: CHANTRAIN, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07/05/2014. Relation: EAC/2014/6262. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 09 mai 2014.

Référence de publication: 2014065210/94.

(140075608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.